

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

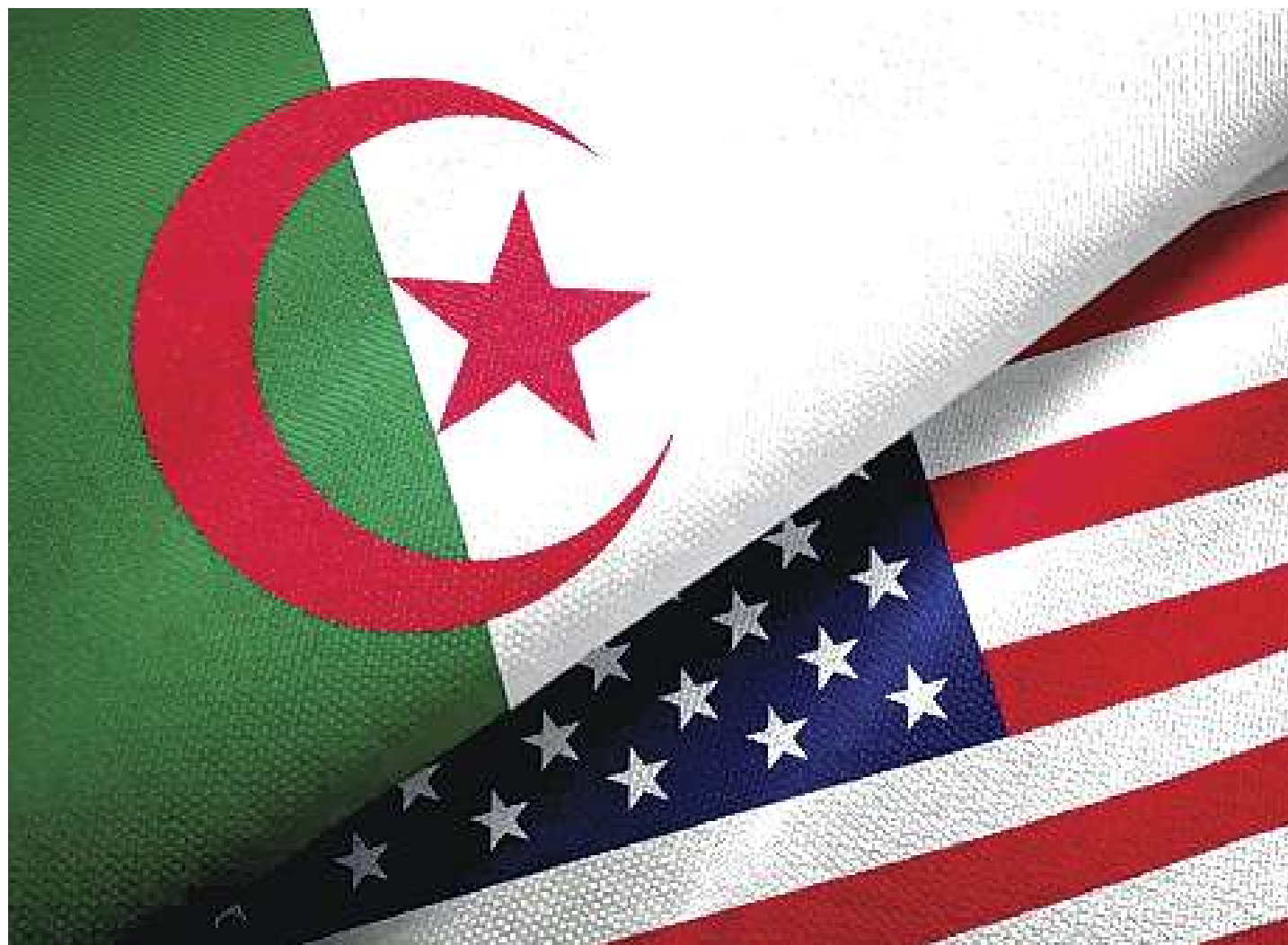
Eco

Dimanche 17 septembre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°209 ■

LE FORUM ALGÉRO-AMÉRICAIN DE L'ÉNERGIE
PRÉVU DU 7 AU 9 NOVEMBRE À WASHINGTON

Le gaz, les EnR et les mines au menu

La 17^e édition du Forum algéro-américain de l'Énergie aura lieu du 7 au 9 novembre prochain à Washington, aux États-Unis. Une forte délégation algérienne est attendue à cet important rendez-vous économique. Elle sera composée de hauts cadres des compagnies publiques Sonatrach et Sonelgaz, ainsi que de l'Agence Alnaft et d'autres filiales spécialisées dans le domaine énergétique, a fait savoir le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Smaïl Chikoune. P 3



CÉRÉALES UKRAINIENNES
L'UE veut lever les restrictions d'importations, la Pologne et la Hongrie refusent

P 11

PLUS DE 700 MILLIARDS DE DA COLLECTÉS EN TROIS ANS

Forte croissance du marché de la finance islamique



Le marché de la finance islamique en plein essor. Lancé il y a trois ans, le marché des produits bancaires islamiques enregistre un fort taux de croissance, porté notamment par une demande soutenue, face à une offre diversifiée de produits et services que propose une douzaine d'établissements bancaires publics et privés.

P 2

PÉTROLE

Le Brent frôle les 95 dollars

Les cours du pétrole ont encore enregistré une séance de gains, vendredi, toujours orientés par l'insuffisance de l'offre, alors que des indicateurs ont donné de bonnes nouvelles de la demande en Chine et États-Unis. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre s'est porté à 93,93 dollars, en hausse de 0,24%.

P 5

RENTÉE UNIVERSITAIRE

Réception de 40.000 nouvelles places pédagogiques et plus de 21.000 lits

Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sera doté, à l'occasion de la rentrée universitaire 2023-2024, de 40.000 nouvelles places pédagogiques et de plus de 21.000 lits, en vue d'améliorer la capacité d'accueil des étudiants, a indiqué le Directeur des Finances au ministère de l'Enseignement supérieur, Abdelhakim Djebrani.

P 3



Géant[®] ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صـح جـيـون

SOMMET DU
G77+CHINE À LA
HAVANE

**Baddari et
Oualid
représentent le
Président de la
République**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid participent en tant que représentants du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au sommet du Groupe 77+Chine qui s'est ouvert vendredi à La Havane, indique un communiqué conjoint des deux ministères. Les travaux de ce sommet de deux jours, placé sous le thème "Défis actuels du développement: rôle de la science, de la technologie et de l'innovation", se déroulent en présence de chefs d'Etat et de Gouvernement du G77+Chine et avec la participation du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, précise la même source. Les participants à cette rencontre auront à discuter de plusieurs thèmes et questions en rapport avec le développement tels que "le rôle des sciences, de la technologie et de l'innovation" et "les défis auxquels font face les pays en développement pour réaliser le progrès scientifique et technologique". Les "répercussions de la pandémie de coronavirus, la hausse des prix alimentaires et énergétiques, les perturbations des marchés, l'inflation, l'endettement, le changement climatique, les tensions et les conflits géopolitiques dans plusieurs régions du monde seront également abordés", ajoute le communiqué.

R E.

PLUS DE 700 MILLIARDS DE DA COLLECTÉS EN TROIS ANS

Forte croissance du marché de la finance islamique

Le marché de la finance islamique en plein essor. Lancé il y a trois ans, le marché des produits bancaires islamiques enregistre un fort taux de croissance, porté notamment par une demande soutenue, face à une offre diversifiée de produits et services que propose une douzaine d'établissements bancaires publics et privés.

Synthèse Slimane T.

Selon des données récentes de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), les dépôts bancaires totalisent «un peu plus de 700 milliards (mds) de Da» collectés par quelques 600 points de vente, entre agences dédiées et fenêtres islamiques au niveau des agences classiques réparties au niveau du territoire national. «Cela porte à plus de 4% la part des dépôts bancaires islamiques dans les ressources globales collectées par les banques de la place, contre un peu plus de 1% il y a cinq ans», a indiqué à l'APS Sofiane Mazari, président du Comité finance islamique à l'ABEF. Ce résultat est très intéressant et encourageant pour l'ensemble des banques vue la croissance de la collecte des ressources, les financements mais aussi la panoplie de produits bancaires conformes à la Charia et qui ne cesse de s'étoffer, indique-t-il, en soulignant «la réelle volonté politique à promouvoir la finance islamique». A fin août 2022, les dépôts ban-

caires islamiques avaient totalisé 500 milliards de Da, les financements 400 milliards, alors que le nombre de fenêtres islamiques au niveau des banques avaient atteint les 469, d'après un précédent bilan communiqué par la Banque d'Algérie. Actuellement, douze (12) banques proposent ces produits, notamment depuis la promulgation, en 2020, du cadre régissant cette finance.

Les sukuk, nouvelle opportunité d'investissement

De plus, la nouvelle loi monétaire et bancaire promulguée en juin dernier consolide davantage le cadre juridique de ce secteur, en consacrant, entre autres, la création de banques exclusivement dédiées aux produits islamiques, note M. Mazari, pour qui cette loi ouvre la voie aussi à des partenariats nationaux et internationaux pour la création de nouveaux établissements bancaires et financiers islamiques en Algérie. «Compte tenu de la croissance très rapide des fenêtres islamiques, je pense qu'il va y

avoir de nouveaux acteurs sur le marché, de nouvelles banques islamiques étrangères qui vont s'installer notamment du Moyen Orient, du Qatar, de Turquie ou même de la Malaisie», a-t-il avancé à ce propos. Interrogé, par ailleurs, sur la perspective de lancement des sukuk comme moyens de financement alternatif et leur impact sur le segment de la finance islamique, le représentant de l'ABEF estime qu'ils permettront aux banques et aux compagnie d'assurance takaful de développer leurs investissements et de placer leurs trésoreries excédentaires. De plus, a-t-il ajouté, ces obligations islamiques notamment souveraines (lancés par le Trésor public) sont de nature à favoriser la création, à terme, de banques d'affaires «qui sont les plus à même de faire ce type de montages financiers et de les gérer». Evoquant les perspectives du secteur à moyen terme, M. Mazari a mis l'accent sur le développement du marché boursier et l'importance pour les acteurs du marché à contribuer à financer les infrastructures publiques, et les entreprises productrices.

BEJAIA

Plusieurs incendies déclarés vendredi soir maitrisés

Plusieurs feux de forêts d'ampleur importante déclarés vendredi soir à Bejaia, sans faire de victimes, ni atteindre les habitations, ont été maitrisés, a-t-on appris samedi de la protection civile dont les éléments ont du intervenir jusqu'à une heure avancée de la nuit. Samedi matin, une vingtaine d'incendies ont été circonscrits et éteints, à l'exception de celui localisé à Aach El Baz (Nid d'Aigle), toujours en combustion, mais lar-

gement maitrisé, a-t-on précisé, indiquant que l'espoir est grand néanmoins pour en venir à bout, dans les quelques heures qui viennent. Pour éteindre les incendies, d'importants moyens humains et matériels ont été engagés, a-t-on ajouté, soulignant qu'outre les moyens de la protection civile et de la conservation des forets, une mobilisation générale est intervenue à travers les différents lieux des sinistres, notamment à l'ouest de Bejaia où les

flammes ont parcouru des dizaines de kilomètres, depuis le massif de Toudja, à 30 km de Bejaia jusqu'à Saket, Aach El Baz et Boulimat, à quelques encablures seulement de la ville de Bejaia. Nourries par un vent relativement fort, les flammes se sont déplacées à une vive allure, et l'arrivée des secours et l'engagement massif des citoyens a été salvateur, aidée ultérieurement par l'arrivée de plusieurs colonnes mobiles, et de détachement de

l'Armée nationale populaire, ont souligné des habitants de Saket. "La conjonction de tous ces moyens a éloigné le spectre du drame", a affirmé Karim, un habitant de la région. Dès les premières heures, des avions extincteurs ont été mobilisés pour venir à bout des feux déclarés dans la région orientale, notamment à Darguina, Tichy, et Amizour ou la colonne mobile de Sétif a été d'un grand secours, selon la Protection civile.

BISKRA

Ouverture de trois nouveaux points de vente de légumes secs

La Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Biskra a ouvert trois (3) nouveaux points de vente de légumes secs afin d'élargir son réseau de commercialisation et de rapprocher ses produits du citoyen, a indiqué samedi le directeur de cette structure, Ahmed Saâdani. Le même responsable a déclaré, en marge de l'ouverture, dans la

commune de Tolga, d'un de ces nouveaux points de vente, que ce dernier, avec deux autres ouverts dans les communes de Zeribet El Oued et de Biskra, s'ajoutent aux points de vente déjà opérationnels dans les communes de Biskra et de Sidi Okba, portant leur nombre à cinq (5). M. Saâdani a souligné que ces nouveaux points de commercialisation permettent

de renforcer la présence de la CCLS qui propose ses produits, très demandés par la population, notamment dans les zones densément peuplées, à "prix réduits". La CCLS ouvrira "bientôt" cinq (5) autres points de vente dans les communes d'El Kantara, de Loutaya, d'Ourlal, de M'chouneche et de Djemora, a ajouté le même responsable, précisant que des contacts

étaient en cours avec les communes concernées en vue de l'attribution de locaux. M. Saâdani a également affirmé que la CCLS a déjà approvisionné en céréales et en légumes secs, dans le cadre d'une action coordonnée avec les services de la wilaya, toutes les cantines scolaires et le restaurant de l'université Mohamed-Khider.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LE FORUM ALGÉRO-AMÉRICAIN DE L'ÉNERGIE PRÉVU DU 7 AU 9 NOVEMBRE

Le gaz les EnR et les mines au menu

La 17^e édition du Forum algéro-américain de l'Énergie aura lieu du 7 au 9 novembre prochain à Washington, aux Etats-Unis. Une forte délégation algérienne est attendue à cet important rendez-vous économique.

Par Sirine R.

Elle sera composée de hauts cadres des compagnies publiques Sonatrach et Sonelgaz, ainsi que de l'Agence Alnaft et d'autres filiales spécialisées dans le domaine énergétique, a fait savoir le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Smail Chikhounne. En effet, ce Forum sera une occasion pour l'Algérie de présenter les opportunités d'investissement dans le domaine de l'Énergie (pétrole et gaz) et également dans le développement des projets dans le cadre de la transition énergétique. Outre les énergies renouvelables, les pouvoirs publics visent le développement des l'hydrogène vert. Toute une stratégie a été mise en place afin de capter des investissements étrangers. Le groupe Sonatrach prévoit dans son plan du développement (2022-2026) l'investissement de près de 40 milliards de dollars pour l'augmentation des réserves nationales en hydrocar-

bures et la valorisation des ces produits en local, en prévoyant l'investissement de 7 milliards de dollars dans la pétrochimie. Ce plan ambitieux sera présenté devant les majors américains à l'exemple de Chevron, d'Exxon Mobil et d'Occidental Petroleum qui devraient participer à ce Forum algéro-américain sur l'Énergie. «Des discussions seront engagées sur les énergies conventionnelles et la transition énergétique, de projets d'énergies renouvelables, notamment l'hydrogène vert», a précisé Chikhounne. Les compagnies américaines s'intéressent également à l'exploration du gaz naturel, une source d'énergie propre et très demandée sur le marché mondial, notamment en Europe. Les pays de Vieux continent sont à la recherche d'alternative au gaz russe. Donc, l'implantation de compagnies américaines en Algérie, qui se présente comme étant un fournisseur fiable et en mesure de répondre à une partie de la demande européenne, ne pourrait

qu'être bénéfique pour eux, surtout avec les avantages accordées dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures de 2019. La compagnie «Chevron» est en pourparlers avancés avec la Sonatrach pour s'implanter sur le marché algérien. Pour rappel, Chevron avait signé un protocole d'accord avec Sonatrach, en 2020, pour explorer les opportunités du gaz naturel en Algérie. Les Américains ont l'ambition de se rapprocher davantage du marché européen qui offre d'importantes opportunités durant cette période, marquée par la crise énergétique, mais aussi par l'objectif de l'Union européenne de diversifier ses partenaires énergétiques pour remplacer le gaz russe d'ici 2027. De ce fait, l'Algérie se présente comme l'un des principaux acteurs sur le terrain énergétique européen, ce qui ouvre l'appétit aux groupes américains qui ont reçu un important coup après avoir abandonné le terrain pour se focaliser sur la production du gaz non conventionnel aux Etats-Unis.

Il est question aussi, a-t-il ajouté, de discussions sur le secteur des mines, assurant que «c'est le moment d'explorer ce secteur, puisque l'Algérie recèle énormément de ressources naturelles particulièrement dans le domaine minier et que la partie américaine a toute l'expertise et l'expérience requise dans ce domaine» et avait «déjà manifesté son intérêt à investir dans l'exploration minière». Durant les travaux de ce forum, la partie américaine sera représentée aussi par des experts qui vont parler de tous types de minéraux recherchés dans le monde, tels que les métaux rares, le zinc, le phosphate et l'or, ce qui va enclencher de valeur ajoutée et la création d'emplois, a-t-il fait savoir. L'autre aspect qui sera abordé lors cette rencontre est la coopération dans le domaine de la formation, pour permettre à la partie algérienne de bénéficier de cette expérience américaine, a-t-il conclu.

COMMISSION MIXTE ALGÉRO-TUNISIENS

Le développement de la bande frontalière et la promotion du commerce évoqués

Le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, M. Tayeb Zitouni, a indiqué, vendredi à Tunis, que le développement de la bande frontalière entre l'Algérie et la Tunisie, la promotion du commerce entre les deux pays, l'investissement et les zones franches étaient les principales questions abordées lors des travaux de la 5^e session de la Commission mixte algéro-tunisienne de suivi des échanges commerciaux, tenue dans la capitale tunisienne. Dans une déclaration à la presse à l'issue de ces travaux,

co-présidés avec la ministre tunisienne du Commerce et du Développement des exportations, Mme Kalthoum Ben Rejeb, M. Zitouni a fait savoir que des rapports concernant ces questions et d'autres seront soumis à la Haute Commission mixte, qui se tiendra prochainement en Algérie, sous la présidence du Premier ministre, M. Aïmen Benabderahmane, et du Chef du Gouvernement tunisien, M. Ahmed Hachani. Le ministre a souligné que la Haute Commission mixte permettra de donner "un nouvel

élan" aux relations commerciales entre les deux pays. De son côté, la ministre tunisienne du Commerce et du Développement des exportations, Mme Keltoum Ben Rejeb a fait savoir qu'il a été question, durant les travaux de la 5^e session de la Commission mixte algéro-tunisienne de suivi des échanges commerciaux, de définir les points focaux pour traiter les questions techniques et les problèmes administratifs ayant entravé la fluidité des échanges commerciaux entre les deux pays". Le ministre du Commerce et

de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a affirmé, dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de cette session, la volonté de l'Algérie de hisser la coopération bilatérale "à des perspectives prometteuses pour la réalisation des ambitions des deux pays dans divers domaines", rappelant "l'attachement de l'Algérie à approfondir la consultation et la coordination sur les dossiers commerciaux liés notamment au développement du commerce extérieur pour augmenter le volume des échanges commerciaux".

Dans ce cadre, le ministre a indiqué que la relance de cette commission après plus de six ans "sera une opportunité pour élargir les consultations sur les voies et moyens de renforcer les relations économiques et commerciales bilatérales". De son côté, Mme Ben Rejeb a mis en exergue "les relations commerciales entre les deux pays ainsi que les efforts communs pour aplanir toutes les difficultés entravant les échanges commerciaux et les hisser à de meilleurs niveaux".

RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Réception de 40.000 nouvelles places pédagogiques et de plus de 21.000 lits

Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sera doté, à l'occasion de la rentrée universitaire 2023-2024, de 40.000 nouvelles places pédagogiques et de plus de 21.000 lits, en vue d'améliorer la capacité d'accueil des étudiants, a indiqué le Directeur des Finances au ministère de l'Enseignement supérieur, Abdelhakim Djebrani. Dans une déclaration à l'APS, M. Djebrani a affirmé que le secteur de l'Enseignement supérieur accordait une importance majeure à l'amélioration de ses structures à même d'accroître la capacité d'accueil des étudiants et de répondre à leurs besoins.

A cet égard, plusieurs structures pédagogiques et de services seront réceptionnées, à l'instar des structures d'hébergement en vue de satisfaire les besoins académiques et socioculturels de cette catégorie. D'une valeur totale de 44,75 milliards de dinars, le nombre des nouvelles places pédagogiques s'élève à 40.000 réparties sur huit (8) wilayas. Ces places viendront renforcer le secteur dans les wilayas de Tizi Ouzou avec 3.000 places, Tébessa (8.000), Alger (16.000), Jijel (3.000), Annaba (1.000), Guelma (2.000), Oran (1.000) et Souk Ahras (6.000). Le responsable a fait état, en outre, de l'achèvement des travaux de réalisation

et d'équipement d'une grande partie des structures, tandis que certaines sont en cours d'équipement pour leur mise en exploitation prochainement. En ce qui concerne l'hébergement, le secteur devra réceptionner 21.500 lits au niveau de 9 wilayas, à savoir: 4000 lits à Tébessa, 3000 à Tiaret, 4000 à Tizi Ouzou, 2000 à Sétif, 1500 à Ouargla, 3000 à Guelma, 1000 à El Tarf, 1000 à Aïn Defla, et 1000 autres à Tipasa. La valeur totale du programme s'élève à 25,75 milliards Da, a-t-il souligné, rappelant que les travaux ont été entièrement achevés au niveau des résidences universitaires, à l'exception de celle de Tipasa où le taux d'avancement des tra-

vaux a atteint 95%. Le responsable a passé en revue les services et les activités assurés au profit des étudiants, citant notamment les services de soutien socio-psychologique, les workshops, les activités culturelles, sportives et scientifiques, le but étant de "permettre aux étudiants de se forger une expérience globale, d'établir des contacts et une interaction entre eux et de les encourager à échanger leurs connaissances". Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait fixé la date de la rentrée universitaire 2023-2024 au 23 septembre 2023.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

La nouvelle promotion sur l'acquisition de l'offre "IDOOM Fibre" prolongée

L'opérateur "Algérie Télécom" a décidé de prolonger d'un mois sa nouvelle promotion sur l'acquisition de l'offre "IDOOM Fibre" et ce, en réponse à la demande de ses clients, indique vendredi l'opérateur public dans un communiqué.

"Suite au succès qu'a connu la promotion relative à l'offre IDOOM Fibre et en réponse à la demande des clients, Algérie Télécom a pris la décision de prolonger ladite offre pour une durée supplémentaire d'un mois à compter du 14 septembre 2023", précise le communiqué.

Algérie Télécom a rappelé à ce propos, que cette promotion s'adresse aux "nouveaux souscripteurs particuliers éligibles à la gamme IDOOM Fibre (à partir de 15 Mbps) au tarif exceptionnel de 1000 DA seulement, cette offre comprend un modem optique, le kit d'installation, et un (01) mois de connexion en illimité offert".

"Les nouveaux clients qui souscrivent aux débits de 15, 20, 50 et 100 Mbps bénéficieront, a-t-il rappelé d'un débit de 200 Mbps durant le mois de connexion offert", quant aux clients optant pour "les débits de 200 et 300 Mbps, ils auront droit à une connexion gratuite de 30 jours".

Tout en invitant ses clients à visiter son site web: www.algeriatelecom.dz pour plus d'information, Algérie Télécom souligne qu'à travers cette prolongation, elle "démontre son engagement en faveur du développement du haut et très haut débit en Algérie, et confirme sa volonté continue de satisfaire au mieux les attentes de ses clients".

PROGED II PRÉVU DU 24 AU 26 SEPTEMBRE À HASSI MESSAOUD

Une édition préconisant le «Zéro papier»

Conférences, ateliers, exposition, « PROGED II » s'impose comme l'événement de la transformation digitale par excellence. PROARCHIVE Solutions, organise la 2e édition de PROGED, la Rencontre Professionnelle de la Gestion Electronique des Documents et la Digitalisation, du 24 au 26 septembre, au complexe d'affaires Eurojapan Résidence, situé à Hassi Messaoud, dans la wilaya d'Ouargla, au sud de l'Algérie.

Par S R.

Dans un communiqué parvenu à notre rédaction, l'organisateur de l'événement a précisé que «PROGED II» permet aux participants de vivre, trois jours durant, une expérience unique alliant travail, opportunités de réseautage et découverte du Sud algérien.

Conférences, Ateliers, Exposition : le trio gagnant

PROGED II se tiendra sous forme conjuguée de conférences, ateliers et exposition. Il est attendu la participation à PROGED II d'une cinquantaine de participants, qui comprend : éditeur et intégrateur de solutions GED/ECM ; prestataire de service de dématérialisation et fournisseur d'infrastructure de stockage des données et documents numériques.

En effet, «PROGED II» sera rehaussé par la présence des institutions, des grandes entreprises économiques et industrielles, des grands comptes, offrant ainsi une mise en contact visant la valorisation des compétences, un networking avec les maillons de la chaîne de l'écosystème digital de l'IT,

ajoute la même source.

En sus d'amorcer les possibilités de conclure des partenariats gagnant-gagnant, décrocher des RDV B2B avec les décideurs présents à l'événement. Des conférences animées par des experts : Manel Hanifi, Zakia Sadou, Younes Grar, Tadjeddine Bachir et Safir El Hadeuf, donneront un cachet informatif, formatif et enrichissant pour toute potentialité voulant s'imprégner de la GED, la dématérialisation et l'archivage.

Jumeaux numériques, espaces virtuels

La grande nouveauté pour cette édition, et pas des moindres, ce sont les jumeaux numériques et les espaces virtuels, thème phare qui sera présenté par notre partenaire venu des Emirats arabes unis (EAU), seul pays arabe disposant d'un ministère de l'Intelligence artificielle. Il y sera exposé les solutions en 3D apportées au secteur d de l'urbanisme, dans le volet cadastre, avec un focus sur la ville d'El-Ainet les améliorations apportées par une équipe de chercheurs au bâti de cette région. D'autant que Dubai compte devenir l'une des dix premières économies métavers au monde.

HABITAT

Simplification des procédures administratives au profit des entreprises de réalisation

Le gouvernement a examiné lors de sa réunion hebdomadaire, présidée jeudi par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, un projet de décret exécutif visant la simplification des procédures administratives au profit des entreprises de réalisation dans le secteur de l'Habitat, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. "Le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville a présenté un projet de décret exécutif modifiant et complé-

tant le décret exécutif n 14-139 du 20 avril 2014 portant obligation pour les entreprises, groupes d'entreprises et groupement d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics de certains secteurs d'activités d'être titulaires d'un certificat de qualification et de classification professionnelles", explique la même source. Ce projet de décret prévoit notamment "l'introduction de la numérisation des procédures de traitement des dossiers de de-

mande d'obtention du certificat de qualification et de classification professionnelles et leur délivrance, la simplification et l'allégement des procédures administratives, la réduction des délais", a fait savoir le document.

Ce texte prévoit également "la révision du système d'évaluation et son harmonisation et l'obligation pour les entreprises de s'engager dans un processus de qualité pour améliorer leurs performances".

TRAVAIL

Présentation de cinq projets de décrets exécutifs

Cinq projets de décrets exécutifs qui interviennent en application des dispositions de la loi relative à la prévention, au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève, ont été présentés, jeudi lors de la réunion hebdomadaire du Gouvernement, présidée par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

"Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a présenté cinq (5) projets de décrets exécutifs qui interviennent en applications des dispositions de la loi n 23-08 du 21 juin 2023 relative à la prévention, au règlement

des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève", précise la même source.

Il s'agit des projets de décrets exécutifs fixant "la liste des secteurs d'activités et des postes de travail nécessitant la mise en œuvre d'un service minimum obligatoire et la liste des secteurs, la périodicité des réunions obligatoires relatives à l'examen de la situation des relations socioprofessionnelles et des conditions générales de travail au sein des institutions et administrations publiques, les missions des médiateurs dans le domaine du règlement des conflits collectifs de travail ainsi que les modalités de leur

désignation et de leurs honoraires", ajoute le communiqué.

Il s'agit également de "la composition, les modalités de désignation des membres de la commission nationale et de la commission de wilaya d'arbitrage en matière des conflits collectifs de travail ainsi que leur organisation et leur fonctionnement, de même que les missions, la composition, les modalités de désignation du président et des membres du conseil paritaire de la Fonction publique dans le domaine de la conciliation des conflits collectifs de travail, ainsi que son organisation et son fonctionnement", relève le communiqué.

"La promulgation de ces textes permettra la mise en œuvre des dispositions de la loi n 23-08 du 21 juin 2023 qui vient renforcer les outils du dialogue social au niveau des institutions et administrations publiques et au sein des entreprises économiques, et introduire de nouvelles mesures visant à consolider les méthodes amiables de règlement des conflits collectifs de travail de manière à assurer une cohésion sociale, garante d'un environnement paisible et propice à la croissance économique du pays", conclut le communiqué du Gouvernement.

PÉTROLE

Le Brent frôle les 95 dollars

Les cours du pétrole ont encore enregistré une séance de gains, vendredi, toujours orientés par l'insuffisance de l'offre, alors que des indicateurs ont donné de bonnes nouvelles de la demande en Chine et Etats-Unis.

Par Slimane T

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre s'est porté à 93,93 dollars, en hausse de 0,24%. Plus tôt, il a frôlé le seuil symbolique de 95 dollars, à 94,63 dollars. Quant au prix du West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en octobre, il a gagné 0,67%, à 90,77 dollars. Depuis fin août, le WTI a connu 13 séances positives sur 16 journées de cotation, et son cours a jailli de 15%. En Chine, la production industrielle et les ventes de détail sont ressorties, en août, bien au-dessus des attentes des économistes. Aux Etats-Unis, la banque centrale américaine (Fed) a indiqué que la production industrielle avait augmenté de 0,4% en août sur un mois, soit davantage que le 0,1% anticipé par les économistes. Par ailleurs, l'activité manufacturière dans la région de New York s'est nette-

ment redressée en septembre, à 1,9 point contre -19 points en août, alors que les économistes prévoyaient une nouvelle contraction (-10 points). «Le seuil symbolique des 100 dollars est de nouveau envisagé» pour le Brent, ont commenté les analystes, sous l'effet des récentes prévisions de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui table sur un déficit de l'offre par rapport à la demande à 3,3 millions de barils par jour. «Nous restons sceptiques» quant à ce scénario, «car les inquiétudes sur la demande et la conjoncture économique vont empêcher les prix d'aller trop haut», ont fait valoir, dans une note, les analystes de Commerzbank. «On ne peut pas aller beaucoup plus loin», abonde Mark Waggoner, d'Excel Futures. «La demande va ralentir aux Etats-Unis car les raffineries vont entamer leurs opérations de maintenance», traditionnelles à cette époque après la saison d'été. L'EIA a publié la semaine dernière un rapport intitulé "Short Term

Energy Outlook (STEO)" qui fournit les dernières prévisions et informations sur les secteurs énergétiques mondial et américain. Le rapport indique une légère augmentation de la demande mondiale de pétrole, de 50 000 barils par jour (bpj) cette année. Toutefois, il prévoit un fléchissement en 2022, la demande étant inférieure de 250 000 bpj à ce qu'elle était cette année. À plus long terme, la demande devrait rebondir, avec une augmentation de 1,81 million de bpj en 2023 et une nouvelle croissance de 1,36 million de bpj en 2024. Concernant ses prévisions pour les prix, l'EIA indique que le prix du pétrole brut Brent devrait s'établir en moyenne à 93 dollars le baril au quatrième trimestre 2023 contre 86 dollars le baril en août 2023. Les prévisions indiquent une réduction du prix moyen à 87 dollars le baril au second semestre 2024 avec une augmentation attendue des stocks mondiaux de pétrole au cours de cette période.

EN FAVEUR DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Le président de la République a pris d'importantes décisions

Le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a affirmé mercredi que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait pris d'importantes décisions au profit des opérateurs économiques. S'exprimant au sortir de l'audience qu'a accordée le Président Tebboune aux membres du bureau élargi du CREA, M.

Moula a présenté ses remerciements au président de la République pour cette rencontre "très importante", soulignant qu'elle était intervenue suite aux rapports présentés par le Conseil au président de la République. Au cours de cette rencontre, poursuit M. Moula, plusieurs questions ont été évoquées, notamment les problèmes auxquels sont confrontées les entreprises

économiques, indiquant que le président de la République avait pris des "décisions importantes" pour faciliter l'activité des opérateurs économiques et résoudre leurs problèmes. M. Moula a assuré, en outre, que le CREA "demeurera toujours et à jamais au service du pays, de l'économie et du peuple". Ont pris part à cette rencontre, le Premier ministre, M. Aï-

mene Benabderrahmane, le Directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Ennadir Larbaoui, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni et le DG de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache.

COOPÉRATION ALGÉRO-QATARIE

Des partenariats dans le domaine agricole en perspective

L'Algérie et le Qatar veulent diversifier leur coopération. Plusieurs secteurs intéressent les deux parties. En effet, après la santé, l'énergie, Alger et Doha s'intéressent au développement de projets en partenariat dans le domaine agricole. C'est dans ce cadre que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a reçu, jeudi dernier, le ministre de l'Environnement et du changement climatique qatari, Dr Faleh bin Nasser bin Ahmed bin Ali al-Thani. Selon un communiqué du ministère de l'Agriculture, les voies de consolidation de la coopération bilatérale et du partenariat, notamment au volet Agriculture ont été examinées. La rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur du Qatar en Algérie, M. Abdelaziz Ahmed Naâma Ennaâma et la délégation accompagnant le ministre qatari, en sus de différents cadres du ministère de

l'agriculture. Dans une déclaration à la presse à l'issue de ces entretiens, M. Henni a indiqué que cette rencontre «a permis d'examiner les voies de la consolidation des relations bilatérales, du partenariat et de la coopération entre les deux pays frères», affirmant que les relations entre l'Algérie et le Qatar «sont exceptionnelles et tous les efforts seront fournis pour les renforcer». La stratégie adoptée a également été évoquée, ainsi que les accomplissements réalisés dans le domaine de l'agriculture en Algérie, et les axes adoptés par le gouvernement pour le renforcement de la sécurité alimentaire et l'augmentation de la production nationale. Les pourparlers se sont principalement axés sur «la situation et les perspectives de la coopération bilatérale dans plusieurs domaines d'intérêt commun», ajoute M. Henni, indiquant que la rencontre a également été l'occasion «d'ex-

plorer les opportunités de partenariat et de coopération offertes dans différents domaines, au mieux des intérêts des deux pays, et ce, afin d'être à la hauteur des relations fraternelles entre les deux pays frères». Ainsi, il a été convenu, selon le ministre, d'œuvrer au «renforcement de la coopération institutionnelle et du partenariat économique dans plusieurs domaines, notamment dans les domaines de l'élevage, des cultures stratégiques, de la recherche et de l'invention, ainsi que celui de la protection de l'environnement». De son côté, le ministre de l'environnement et du changement climatique qatari s'est félicité des facilitations et de l'accompagnement offerts par M. Henni, renouvelant «la volonté de son pays à réaliser de nombreux projets d'investissement, mais également à renforcer la coopération dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement».

Synthèse S T.

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-CHINOIS

Signature de plus de 15 conventions de partenariat

Une rencontre d'hommes d'affaires dans le cadre du forum d'affaires algéro-chinois, clôturé mercredi à Oran, a été sanctionnée par la signature de 15 conventions de partenariat entre des entreprises algériennes et chinoises dans plusieurs domaines d'activités dont le bâtiment et les télécommunications.

Ces conventions ont été signées à l'issue des travaux de cinq ateliers abordant "Les travaux de construction, les équipements et le matériel de construction", "La sidérurgie et la transformation des métaux", "Le papier et carton et les produits d'emballage en plastique", "La fabrication de chaussures et de valises en cuir" et "Les télécommunications", a indiqué Maghni Menaouer Sandid, directeur de la pêche et des produits halieutiques de la wilaya d'Oran et rapporteur des ateliers.

Ces conventions ont été signées dans les secteurs du bâtiment, des télécommunications, de la sous-traitance, de l'électricité et des industries pharmaceutiques et de transformation, a précisé le même responsable. Les chefs d'entreprises chinoises participant aux ateliers ont été informés notamment sur le code d'investissement, les avantages et facilitations aux investisseurs en Algérie, a-t-il fait savoir. Une autre rencontre Be to Be sera programmée à Alger pour mettre en relation cette communauté d'affaires des deux pays et sceller davantage de contrats de partenariat, a ajouté Maghni Menaouer Sandid. Le forum d'affaires algéro-chinois a vu la participation de près de 30 entreprises chinoises et plus de 50 autres algériennes, en présence de l'ambassadeur de la République de Chine populaire en Algérie, Li Jian et du wali d'Oran, Saïd Sayoud.

R E.

INDUSTRIE ET PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

Aoun met fin aux fonctions de deux directeurs au ministère

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique Ali Aoun, a mis fin aux fonctions de la directrice de la production, du développement industriel, de la promotion des exportations et de la recherche, Nadia Bouabdellah ainsi que du directeur de la veille stratégique au ministère, Redha Kessal, indique vendredi le ministère dans un communiqué. "Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a mis fin aux fonctions de la directrice de la production, du développement industriel, de la promotion des exportations et de la recherche Dr Nadia Bouabdellah et du Directeur de la veille stratégique le Dr Redha Kessal à partir du 17 septembre 2023", précise la même source.

CONSTANTINE

Appel à de nouveaux mécanismes de gouvernance des formations universitaires en langues

Des enseignants-chercheurs ont souligné lors d'une rencontre nationale organisée mardi à Constantine sur le thème de la formation universitaire en langues, l'importance de "nouveaux mécanismes de gouvernance des formations universitaires en langues".

Dans son allocution d'ouverture des travaux de ce forum national tenu à la faculté des lettres et des langues de l'Université Mentouri (Constantine 1), Zineb Haroun, professeure-chercheuse, a soutenu que la société a connu de "grandes transformations dans tous les domaines", d'où, selon elle, "la nécessité de réfléchir à développer de nouveaux mécanismes de gouvernance pour l'enseignement des langues dans les établissements d'enseignement supérieur, afin de rapprocher toutes les formations universitaires de l'environnement économique et de faciliter l'accès des étudiants dans le monde du travail".

Le Pr. Haroun a ajouté que la concrétisation de cette gouvernance "impose plusieurs défis, dont le premier est de reconsidérer les programmes de formation en langues et de les adapter aux besoins actuels du marché, notamment en formant des compétences de jeunes dans divers domaines en dehors du secteur de l'éducation".

Le Pr. Haroun a cité, à ce propos, les formations au service du tourisme et de l'hôtellerie, les travaux de traductions de programmes électroniques, la contribution à la préparation d'un manuel d'utilisation pour les matériaux fabriqués localement, en plus de la participation au renforcement de la lisibilité des sites web, tout en facilitant l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

De son côté, Elias Khaïter, conseiller auprès de la Commission d'implémentation de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique du ministère de tutelle, a souligné que l'application de la gouvernance dans l'enseignement des langues dans les établissements universitaires nécessite de prendre en compte les textes juridiques précisant les conditions et les normes de qualité, notamment en ce qui concerne le développement de la "formation professionnalisante" à travers des accords avec des partenaires professionnels de divers secteurs".

SKIKDA

Une délégation de la KOICA à la station expérimentale d'élevage de la crevette

Une délégation de l'Agence sud coréenne de coopération internationale (KOICA) effectue, depuis jeudi, une mission de travail à la station expérimentale d'élevage de la crevette, dans la commune d'El Marsa (Skikda), a indiqué le directeur de la pêche et de l'aquaculture, Naïm Belakri.

Ce responsable a souligné, dans une déclaration à l'APS, que la délégation venue de la Corée du sud, composée de trois (3) experts, écoutera, au cours de sa visite, un exposé sur les activités de la station et débattrà, avec les cadres algériens, des mécanismes de collecte de données statistiques.

Les coréens de KOICA, qui ont fait don, lors de cette visite, d'un équipement informatique à la station, avaient aidé à la réalisation de la station expérimentale d'élevage de la crevette en apportant, notamment, un soutien technique et en coopérant au transfert de technologie.

Ils avaient également formé, récemment, des cadres algériens en Corée du sud dans le domaine de l'alimentation animale.

Pour rappel, la station expérimentale

d'élevage de la crevette d'El Marsa avait fait l'objet, la semaine dernière, d'une visite d'inspection du ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Ahmed Badani, qui s'était enquis de son fonctionnement, s'intéressant, notamment, à l'écloserie et à la réalisation d'une station de pompage d'eau de mer.

D'autre part, M. Belakri a déclaré que les autorités de la wilaya de Skikda, à leur tête le wali, Mme Houria Meddahi, accordent une "grande attention" à ce projet, le premier du genre en Algérie, et considéré comme un "lieu de formation" des investisseurs dans le domaine de l'élevage de la crevette, aux niveaux local et national.

Il convient de rappeler que la réalisation de la station d'élevage de la crevette d'El Marsa, qui relève du Centre National de Recherche et de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture

de Bou-Smail (Tipasa), avait été entamée fin mars 2009 en partenariat avec la Corée du sud, sur une superficie de 15 hectares pour un coût estimé à 5,5 millions de dollars, pris en charge par le partenaire sud-coréen à hauteur de 2,5 millions de dollars et par l'Algérie pour 3 millions de dollars.

La station comprend huit (8) grands bassins (4 réalisés par les parties sud-coréennes et les 4 autres par la partie algérienne) pour une capacité de production expérimentale de 5 tonnes de crevettes.

Elle comprend également une écloserie d'une capacité de production d'environ 5 millions d'alevins par cycle, une station de pompage d'eau de mer, des logements pour les cadres et d'un laboratoire doté d'équipements ultra-modernes.

KHENCHELA

Des femmes productrices de fournitures scolaires exposent

Des femmes au foyer, ou actives au sein d'associations locales, exposent, depuis jeudi à la maison de la culture Ali-Souahi de Khenchela, leurs productions de fournitures scolaires.

Le secrétaire général de wilaya, Abdelmalek Aïssaoui, accompagné de responsables locaux des secteurs de la solidarité, du commerce et de la culture, a inauguré ce salon organisé dans la galerie d'expositions de la maison de la culture.

Constituée d'une vingtaine de

stands, l'exposition met en lumière la dextérité et le savoir-faire des femmes de la wilaya de Khenchela en matière de fabrication de tabliers, pour filles et garçons, de cartables et de certaines fournitures scolaires nécessaires aux écoliers des trois paliers de l'enseignement, à quelques jours de la rentrée des classes.

Le secrétaire général de la wilaya, qui a observé une halte devant les différents stands, a échangé avec les exposantes, les encourageant à persévérer dans la production de fournitures scolaires, en particulier

la couture de tabliers pour les élèves et les enseignants, de sorte à participer à la vie économique tout en assurant un complément de revenus pour leurs foyers.

Pour sa part, le directeur de la solidarité et de l'action sociale, Nasser Melouah, a indiqué à l'APS, en marge de l'inauguration de cet événement économique, que cette exposition, qui se tiendra jusqu'au 25 septembre, s'inscrit dans le cadre de l'encouragement des femmes au foyer à travailler afin, d'une part, de sépanouir, et d'assurer, d'autre part, une

indépendance financière à même de leur permettre de subvenir, même partiellement, à leurs besoins familiaux.

M. Melouah a ajouté que la participation des femmes au foyer et leur forte présence dans ce salon où elles exposent des dizaines de produits et de fournitures scolaires, confirment le rôle prépondérant de la femme au sein de la société.

Il a également souligné l'importance de leur contribution, à l'échelle locale, au développement social et économique.

SIDI BEL-ABBÈS

Aménager les périmètres des infrastructures environnementales pour améliorer leur exploitation

Le wali de Sidi Bel-Abbès, Samir Chibani a mis l'accent sur l'impératif d'aménager les périmètres des infrastructures environnementales qui prennent en charge la collecte des déchets ménagers à travers les communes, à l'effet d'améliorer leur exploitation, a-t-on appris mardi de la directrice de l'Environnement, Djebbar Safia.

Le wali a ainsi donné des instructions, lundi lors de sa visite à des structures environnementales et des projets en cours de réalisation, pour accélérer la prise en charge de l'aménagement de leurs périmètres extérieurs et la réalisation de voiries à l'effet d'optimiser leur exploitation et préserver l'environnement.

Il a également sommé, les petites entreprises créées dans le cadre des différents dispositifs d'aide à l'emploi, à multiplier les efforts pour la prise en charge des déchets ménagers et l'exploitation des infrastructures environnementales pour en faire des sources financières pour les communes qui les gèrent. M. Chibani s'est rendu lors de cette visite au Centre

d'enfouissement technique (CET) de Benach iba Chelila, qui prend en charge des déchets ménagers de quatre communes, où il a donné les instructions de joindre les communes de Tenira et Telagh aux quatre communes.

S'agissant de la décharge publique de la commune de Cheouane, le chef de l'exécutif a ordonné de préparer une fiche technique pour la réfection de sa voirie et l'aménagement de son périmètre, pour l'amélioration de son exploitation. Inspectant le projet de réalisation d'une décharge contrôlée dans la commune de Msid, il a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation du siège de cette décharge, pour la mettre en service dans les plus brefs délais. Cette décharge prendra en charge les déchets des communes de Sfisef, Msid, Tefassour et Hassi Dahou, en moyenne 30 tonnes de déchets par jour.

Le wali, qui s'est également rendu dans la commune de Msid, s'est enquis de l'état d'avancement des travaux du nettoyage de Oued Melghigh qui vient d'être aménagé, avec la

réalisation d'une protection de l'oued des inondation, a-t-on fait savoir, ajoutant que le taux d'avancement du projet a atteint 95%. Lors de sa visite au site qui reçoit les déchets inertes, situé dans la commune de Sidi Brahim, il a insisté sur la prise en charge de son périmètre et la nécessité de prendre des mesures à l'encontre des personnes qui déversent leurs déchets de manière anarchique.

Dans la commune de Sidi Bel-Abbès, M. Chibani a visité le Centre d'enfouissement technique et le centre de tri sélectif des déchets, insistant sur la diversification des ressources financières de ces centres, avec l'exploitation des déchets valorisables, comme le plastique et le bois. Il a également visité le projet de réalisation d'un compacteur de déchets au niveau du même CET, qui entrera en exploitation une fois équipé.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le grand tournant

Partie 1

Les intelligences artificielles sont partout. À l'école, dans les serveurs de la police ou des gouvernements, mais aussi sur les réseaux sociaux, dans les médias, au service de la relation client ou dans les RH. S'ils apportent d'incontestables gains de productivité, leur usage immodéré pose question.

FERDINAND KERSSENBROCK

L'intelligence artificielle, omniprésente, serait-elle aussi omnisciente ? Depuis quelques mois, à la lecture de la presse, il semblerait que les technologies d'intelligence artificielle sachent tout faire... ou presque. Apporter une réponse argumentée à toutes sortes de questions en un quart de seconde, créer des images plus vraies que nature en un clic, aider le fisc à traquer les fraudeurs, la police à confronter les auteurs d'infractions routières, les gouvernements à identifier des citoyens via la reconnaissance faciale, mais aussi améliorer la traduction automatique de films, « rédiger » des articles de presse, conseiller un client insatisfait ou, plus légèrement, créer et « faire vivre » une instagrameuse virtuelle... Et avec le lancement de l'IA générative de ChatGPT fin 2022, ces technologies semblent ne plus avoir de limite. « L'IA partout – tout le temps » : telle est l'une des quatre tendances identifiées par Accenture dans sa vision technologique en 2023. « L'introduction de modèles pré-entraînés dotés d'une remarquable capacité d'adaptation aux tâches » constitue « l'un des plus grands tournants de l'histoire de l'IA », analyse ce rapport. « Les modèles de fondation pourraient transformer l'interaction entre l'homme et l'IA. [Ils] ouvrent également la porte à de nouvelles applications et de nouveaux services d'IA qu'il était difficile, voire impossible, de construire jusqu'à présent », détaille encore ce document. Un enjeu tel pour l'entreprise de conseil qu'elle va investir 3 milliards de dollars sur trois ans dans l'IA et la data, et qu'elle y a formé ses 700 000 collaborateurs. « L'IA générative, ce n'est pas qu'une solution ou un jouet technologique, cela va avoir un impact transformationnel sur l'entreprise et la société », renchérit Ludovic Tran, managing director d'Accenture Song. Si l'IA générative effectue déjà de nombreuses tâches humaines, pas question de lui laisser tenir le volant, estime-t-il. « L'IA n'est qu'un copilote », poursuit-il, c'est à l'humain de prendre les décisions en s'appuyant sur les recommandations des modèles de prédiction. GARDE-FOU. Face à cette montée en puissance des algorithmes auto-apprenants, les inquiétudes vont croissant. Le Parlement européen a adopté en juin un projet de loi visant à réguler l'IA. Il faut « poser des frontières et des limites fermes et claires à l'intelligence artificielle », a proclamé Roberta Metsola, la présidente du Parlement. Chaque fois que la technologie progresse, elle doit aller de pair avec nos droits fondamentaux et nos valeurs démocratiques. » Un garde-fou nécessaire quand on sait que ChatGPT n'est pas capable de reconnaître des textes qu'elle a générés, que l'IA risque de provoquer une crise financière mondiale, selon la SEC, le gendarme américain des marchés financiers, ou encore qu'une IA – estimant que les hommes ne pouvaient faire mieux qu'elle – a déclaré à l'ONU : « Laissez-moi prendre les commandes »...

Une révolution pour la créa

L'arrivée des IA génératives d'images bouleverse le processus créatif, notamment dans les agences de pub. Plus de versions réalisées, plus rapidement, à un coût réduit... Les agences doivent s'adapter et définir des règles.

La publicité, au cœur des tendances, ne pouvait qu'être rapidement impactée par l'arrivée des intelligences artificielles dites « génératives ». Avant même l'arrivée de ChatGPT, des outils graphiques basés sur ces technologies – Midjourney, Stable diffusion, Dall-E... – ont commencé à révolutionner le processus créatif. « L'IA générative est une révolution absolue ; elle redistribue totalement les cartes », affirme Julien Calot, chief creative officer de McCann, dont l'agence japonaise a nommé un directeur de création virtuel. « Nous ne mesurons pas encore à quel point l'IA générative

constitue une révolution pour nos métiers », renchérit Olivier Lefebvre, directeur de la création de Fred & Farid Paris. En avril dernier, le groupe indépendant a réalisé la campagne « Earth is no toy », mettant en scène 20 enfants tenant notre planète comme un jouet. Des images d'enfants générées par une IA à partir de photos des dirigeants du G20. DES CAPACITÉS DÉCUPLES. Les atouts pour les créatifs sont considérables. « L'IA générative décuple nos capacités créatives, se réjouit Julien Calot. Elle permet de supprimer les tâches d'exécution fastidieuses pour nous concentrer sur notre cœur de métier : développer la puissance de l'idée et créer de l'émotion. » Carla Serrano, chief strategy officer de Publicis Groupe, renchérit : « Au démarrage du processus créatif, on a toujours besoin d'un talent humain pour concevoir "l'idée". L'IA permet de consacrer plus de temps à la conception. » Ce type d'outils permet d'« accélérer le moment où les créatifs se confrontent à la réalité », constate Ivan Beczkowski, directeur de la création de BETC Fullsix. L'IA générative « permet aussi de réduire considérablement les coûts d'avant vente », note Stéphane Guerry, président de Havas Play. Une révolution qui va avoir des conséquences sur l'emploi. Le travail des roughmen et storyboarders est déjà directement impacté (menacé?). De main, ce sera au tour des photographes, réalisateurs, animateurs 3D... , regrette Olivier Lefebvre. Déjà, Levi's a annoncé vouloir utiliser des mannequins générés par intelligence artificielle afin de garantir plus de diversité parmi ses modèles. La révolution ChatGPT bouleverse aussi l'organisation des agences. En 2018, Publicis mettait en place Marcel, une plateforme d'intelligence artificielle visant à « accroître l'autonomie et développer les compétences » de ses 80 000 collaborateurs. Cet été, Havas a annoncé la création de Studio IA (associant BETC Fullsix et Prose On Pixels) pour la génération de contenus à l'aide d'IA. Et dans la plupart des grandes agences, les créatifs ont été formés au prompt, cette formulation de requête pour les outils d'IA générative. En ce qui concerne l'image de la marque, les bénéfices restent à démontrer. « Les images synthétiques ont des vertus, mais surtout beaucoup de faiblesses », note Ivan Beczkowski. À un moment où l'on ne veut plus photoshoper les images de mode, est-il raisonnable d'utiliser des images générées par une IA ? Elles ne plaident pas pour l'authenticité et la transparence des marques. ».

Des conseillers plus « humains »

Dans la relation client, les IA génératives pourraient à terme remplacer les chatbots conversationnels, qui ne font pas l'unanimité. Reste à sécuriser la fiabilité des réponses et à développer une forme d'empathie avec le client.

L'IA générative va-t-elle révolutionner la relation qu'entretiennent les marques avec leurs clients ? À en croire les spécialistes, la réponse est oui. L'enjeu est tel que Salesforce, le spécialiste mondial de la relation client, vient de porter à 500 millions de dollars ses investissements dans des start-up développant une « IA générative responsable ». Sur le papier, les avantages sont nombreux : réponses détaillées et argumentées, « véritable » dialogue entre le client et la machine, capacité de l'algorithme à corriger ses réponses... « L'IA générative fournit très rapidement des réponses fiables et de qualité. C'est bluffant », s'enthousiasme Antoine Pierrat, directeur marketing et expérience clients de Cdiscount. Début 2023, le site e-commerce a mis en place, avec l'aide d'Advize, une solution de relation client s'appuyant sur une IA de type ChatGPT à la place de son système à base de chatbots. L'un des principaux avantages de la technologie d'IA générative est sa grande facilité d'utilisation par des non-initiés. À peine quelques semaines ont séparé les premières réactions sur le sujet et son déploiement opérationnel. PROMESSE D'AMÉLIORATION. SNCF Connect & Tech, qui développe l'appli d'achats de billets de train,

est « actuellement en phase exploratoire » pour utiliser une IA générative pour sa relation client. Celle-ci « devrait représenter un outil supplémentaire pour nos conseillers en relation client, qui leur permettra de se concentrer davantage sur la gestion de la relation humaine », argumente David Nedzela, directeur marketing de la société technologique. « C'est surtout une promesse d'amélioration de l'expérience utilisateur, avec l'opportunité d'avoir des conseillers « augmentés », qui pourront se concentrer sur l'aspect émotionnel de leur métier en laissant le soin à l'IA d'exécuter les procédures et gestes techniques », détaille-t-il l'IA générative devra relever trois principaux défis, souligne Vincent Druguet, CEO de Wunderman Thompson (WPP) : générer en temps réel une réponse au client à partir de données structurées ou non, automatiser les parcours clients (l'IA va générer plusieurs formats d'email, les tester et retenir le plus efficace) et, surtout, faire émerger des solutions conversationnelles capables d'exprimer de l'empathie envers les clients. « Car franchement, les chatbots, ça ne marche pas très bien », regrette-t-il. « La difficulté avec les chatbots, ce sont les problématiques d'entraînement et de paramétrage », ajoute Julien Hervouët, fondateur et CEO d'Advize. « Ce qui génère des coûts cachés » pour les entreprises, conclut-il. Mais le principal enjeu de l'utilisation de l'IA générative dans la relation client reste la fiabilité des réponses. « Les réponses cohérentes, mais fausses, représentent l'un des principaux risques », alerte David Nedzela chez SNCF Connect & Tech. Cette forme d'IA fournit une réponse cohérente d'un point de vue syntaxique et grammaticale, (mais elle n'est) pas forcément capable d'identifier une incohérence ou la justesse de sa réponse, car il n'existe à l'heure actuelle aucun dispositif de supervision des réponses. » .

Une place dans les rédacs

Google et OpenAI rivalisent d'initiatives pour proposer aux médias des solutions de rédaction automatique d'articles. Et si le sujet de l'IA n'est pas nouveau pour la presse, l'IA générative pose la question des garde-fous à mettre en place.

Mini-séisme dans les salles de rédaction : Google démarque les plus grands journaux américains avec une solution de rédaction d'articles à partir d'une IA. Si la démarche suscite des émois, cela fait près de dix ans que des médias sous-traitent le « saint des saints », la rédaction d'articles, à une forme d'intelligence artificielle. Des agences de presse et de grands quotidiens ont commencé à déléguer la rédaction à des algorithmes d'analyse automatique des données dans des domaines associant données chiffrées et impératif de mise en ligne très rapide : la Bourse, le sport, la météo et les élections. Dès 2015, Le Monde a par exemple utilisé une solution développée par la start-up Syllabs pour produire des articles annonçant les résultats d'élections locales. « La force de notre technologie, c'est de permettre de produire du contenu de manière industrielle, très rapidement, avec une garantie de fiabilité et d'unicité des articles », explique Claude de Loupy, cofondateur de Syllabs. Fiabilité que l'on ne retrouve pas avec ChatGPT, souligne-t-il. Depuis fin 2020, la doublure numérique de la présentatrice du journal de la chaîne TV sud-coréenne MBN réalise et commente des vidéos d'actualité créées par une IA. « Le journaliste n'a qu'à écrire le script [...] et la machine en fait une vidéo », se félicite le rédacteur en chef, cité par La Revue des médias. Près de 300 vidéos sont ainsi produites chaque année en un temps record, pour un coût cinq fois moindre qu'un journaliste. ACCESSIBLES À TOUS. L'arrivée de l'IA générative rend ces technologies accessibles à tous et les cas d'usage se multiplient.

A suivre

POUR SOUTENIR SA CROISSANCE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

L'égyptien Afia obtient 20 millions \$ de la BERD

En examen depuis décembre 2022, le projet de financement d'Afia International par la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement a finalement reçu l'avis favorable du conseil d'administration de l'institution européenne.

La firme agroalimentaire égyptienne Afia International, spécialisée dans la fabrication d'huiles comestibles et de beurre végétal (ghee) a sollicité et obtenu de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), une ligne de crédit de 20 millions \$. L'accord de prêt a été signé, le jeudi 14 septembre, entre les deux parties.

Filiale du groupe agroalimentaire saoudien Savola Group, Afia International utilisera cette ressource pour financer son activité d'exploitation et acquérir des intrants de production sur le marché local et à l'international.

La société engagée dans le raffinage d'huiles végétales brutes et semi-raffinées entend maintenir sa production, face aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, et améliorer ses normes pour se développer sur de nouveaux marchés d'exportation, à l'étranger.

Ce projet de financement d'Afia International était en examen depuis décembre 2022, au sein de la BERD. Le conseil d'administration de l'institution financière a finalement marqué son accord, en décidant du déblocage des fonds sollicités par la firme égyptienne. A travers cette initiative, la BERD entend soutenir la filière oléagineuse, dont les prix ont considérablement progressé sur les marchés mondiaux, du fait du conflit russo-ukrainien.

L'institution financière européenne revendique près de 10,4 milliards d'euros d'investissements en Egypte depuis 2012. 57 % de ce montant a été affecté aux projets portés par le secteur privé égyptien.

MAURITANIE

Meridiam et l'Etat mauritanien s'associent pour la protection du littoral

Meridiam et l'Etat mauritanien viennent de créer une société d'économie mixte qui vise à protéger la ville de Nouakchott contre les risques d'érosion et d'inondation et valoriser son littoral au bénéfice des habitants.

Ce projet innovant dont le coût global est estimé à environ 60 millions d'euros (2,4 milliards d'ouguiyas), sera mis en œuvre par la Société d'Aménagement du Littoral de Nouakchott (SALN) dans laquelle le fonds TURF – IMIF, géré par Meridiam en partenariat avec la fondation Rockefeller et le Fonds d'Équipement des Nations Unis (UNCDF), investira à parts égales aux côtés de l'Etat mauritanien.

Le projet porte notamment sur : Le renforcement et la végétalisation du cordon dunaire situé le long du littoral pour rétablir cette barrière de protection naturelle de la ville ;

La création de nouveaux sentiers et chemins entre la ville et le littoral, réservés aux piétons et vélos, parsemés d'espaces récréatifs, sportifs et végétalisés propices au loisir ;

La mise en place de solutions de drainage des eaux de pluie le long du littoral pour faire face aux risques de hausse de la nappe phréatique et d'inondation de certains quartiers de la capitale ;

La construction d'une rocade-digue au Sud de la ville de Nouakchott pour protéger la ville du risque d'inondation, améliorer la circulation routière et

contrôler l'expansion urbaine ;

Le réaménagement du marché aux poissons de Nouakchott pour préserver l'activité de pêche artisanale et renforcer son attractivité ;

La valorisation de certaines parcelles du littoral par le développement de nouvelles activités économiques.

Nouakchott, capitale de la Mauritanie située au bord de l'océan Atlantique, est aujourd'hui fortement menacée par les risques d'érosion et de submersion. La ville a été bâtie en partie en deçà du niveau de la mer et son cordon dunaire a fortement été fragilisé ces dernières années par l'érosion naturelle, l'urbanisation et le développement d'activités industrielles et économiques. La vulnérabilité du littoral de Nouakchott s'est accélérée sous les effets du changement climatique. Selon le rapport du GIEC intitulé « Changement Climatique 2021 : les éléments scientifiques »², les zones côtières seront confrontées à l'élévation du niveau de la mer tout au long du XXI^e siècle qui contribuera à accroître la fréquence et la gravité des inondations dans les zones de faibles altitudes et accentuer l'érosion du littoral. Le projet a été conçu et sera mis en œuvre pour répondre aux orientations stratégiques des autorités publiques en

matière de développement socio-économique, de préservation du littoral et d'aménagement urbain. Il innove notamment par la mobilisation de solutions naturelles de protection du littoral et en adossant le financement de l'adaptation climatique à la valeur économique créée ou préservée par le projet. Les aménagements proposés tiendront compte des besoins des populations les plus fragiles, contribueront à préserver les activités existantes, et permettront le développement de nouvelles opportunités économiques créatrices d'emplois. Le projet est conçu pour être résilient aux impacts du changement climatique ou d'autres facteurs externes, en recourant autant que possible à des solutions respectueuses de l'environnement et viables sur le long terme.

Le projet permettra ainsi à la Mauritanie de contribuer de manière significative aux Objectifs de Développement Durable n°13 (lutte contre le changement climatique), n°9 (bâtir une infrastructure résiliente), n°11 (villes et communautés durables), n°8 (accès à des emplois décents).

INONDATIONS EN LIBYE

Le gouvernement mobilise 447 millions \$ pour la reconstruction des villes sinistrées

Des pluies torrentielles ont provoqué d'énormes glissements de terrain et d'importants dégâts aux infrastructures dans plusieurs villes situées dans l'est du pays.

Le Gouvernement d'union nationale libyen a annoncé, dans un communiqué publié mardi 12 septembre, l'allocation de 2 milliards de dinars libyens (environ 447 millions de dollars) à la reconstruction des villes ravagées par les inondations consécutives au passage de la tempête méditerranéenne Daniel, dans la nuit du 10 au 11 septembre.

Cette enveloppe « sera mise à la disposition du Fonds de construction des villes de Benghazi et Derna » pour « reconstruire et réhabiliter les zones détruites par les crues et les pluies dans plusieurs villes situées dans l'est du pays », a-t-on précisé de même source.

Les pluies torrentielles ont provoqué d'énormes glissements de terrain et d'importants dégâts aux infrastructures, notamment dans les villes de Derna, Benghazi, Souss, El Beïda et Al Marj. Le dernier bilan officiel annoncé mercredi soir par le ministère de

la Santé fait état de 3 800 morts dans la seule ville de Derna, où un déferlement d'eau a rompu deux barrages.

Interrogé par la chaîne de télévision saoudienne Al-Arabiya, le maire de Derna, Abdulmenam Al-Ghaithi, estime, lui, que le nombre de morts dans la ville pourrait atteindre « entre 18 000 et 20 000, compte tenu du nombre de quartiers détruits par les inondations ».

La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge fait état, de son côté, de « milliers » de morts et

de « plus de 10 000 disparus ».

La tempête Daniel représente ce que les météorologues appellent le médicane (contraction des deux mots Méditerranée et hurricane). Il s'agit d'un cyclone subtropical méditerranéen, aussi appelé T.M.S. (Tropical-like Mediterranean Storm). Ce phénomène météorologique hybride possède les caractéristiques à la fois d'un cyclone et d'une dépression, et se manifeste par de fortes pluies orageuses. Il survient environ tous les deux ou trois ans en Méditerranée, entre la Grèce et l'Algérie.

ECONOMIE TUNISIENNE

Accorder plus de confiance aux entreprises

Tirer un trait sur les résultats négatifs enregistrés par l'économie tunisienne, au cours de la dernière décennie, nécessite une plus grande confiance dans les entreprises dans le cadre de la lutte contre l'économie de rente et l'appui aux efforts visant à créer des sociétés. C'est ce qui ressort d'une étude du Centre Malcolm H. Kerr Carnegie pour le Moyen-Orient « Malcolm H. Kerr Carnegie Middle East ».

Dans un rapport publié récemment sur la situation économique et financière dans la région, plus particulièrement en Tunisie, en Egypte et au Liban, le Centre souligne que les opportunités de développement sont actuellement plus impor-

tautes d'autant plus qu'elles se basent sur des réformes qui ont été longtemps occultées, notamment celles qui visaient à dynamiser le secteur privé, améliorer la mobilisation des ressources et à renforcer les capacités financières de l'Etat. Il estime par conséquent nécessaire de soutenir le secteur privé dont le poids est devenu de plus en plus important dans la région.

Les auteurs du rapport rappellent ainsi qu'entre 2012/2022, les investissements privés ont enregistré une régression de 20% du PIB dans les trois pays (moins de 5% en Egypte, moins de 10% en Tunisie et au Liban avant la crise).

Toujours selon le rapport, la Tunisie, qui a une assise industrielle élargie, possède de réelles opportunités de développement et peut compter sur un appui fort de la part de l'union Européenne, y compris à travers l'investissement direct. Pour rappel, plusieurs études et rapports, notamment de la Banque mondiale, ont révélé que l'un des principaux problèmes de l'économie tunisienne concerne « les restrictions à la concurrence » qui produit un environnement dans lequel les sociétés ne peuvent réaliser une croissance basée sur la productivité ou la qualité des services (rapport de la BM : les réformes économiques pur sortir de la crise).

KENYA

Le spécialiste nigérian des paiements Flutterwave envisage d'investir 50 millions \$

La licorne, qui avait été accusée de « blanchiment d'argent » au Kenya avant d'être blanchie par la justice en 2022, attend désormais l'obtention d'une licence de prestataire de services de paiement et de transferts de fonds dans ce pays d'Afrique de l'Est.

La fintech nigériane Flutterwave prévoit un investissement de 50 millions de dollars au Kenya, où elle attend l'obtention d'une licence de prestataire de services de paiement et de transferts de fonds, a rapporté le site d'information The East African, mercredi 13 septembre, citant un dirigeant de la société. « Flutterwave a obtenu l'accord préliminaire de la Banque centrale du Kenya pour une licence de prestataire de services de paiement et de transfert de fonds. Elle est prête à procéder à des investissements échelonnés, une fois qu'elle aura obtenu formellement cette

licence », a déclaré Olugbenga Agboola, co-fondateur et PDG de la licorne. « Nous employons du personnel. Nous nous dotons d'un nouveau bureau et nous développons nos infrastructures. Il y a beaucoup à faire au Kenya », a-t-il ajouté, indiquant que « la nouvelle administration du président William Ruto aide beaucoup » l'entreprise. Flutterwave a rencontré des difficultés au Kenya en 2022 pour avoir opéré dans le pays sans autorisation. Elle a notamment fait l'objet d'enquêtes de l'Agence de recouvrement des actifs (ARA) pour des allégations de « blanchiment d'argent » et vu ses

comptes gelés, avant d'être blanchie par la justice. « Nous avons subi un baptême du feu au Kenya, et nous nous en sommes sortis. Nous avons vu des opportunités dans ce pays et nous voulons absolument y opérer », s'est félicité M. Agboola. Fondée en 2016 par les Nigériens Olugbenga Agboola et Iyinoluwa Aboyeji, Flutterwave est désormais présente dans une trentaine de pays africains. La start-up basée à Lagos et à San Francisco est valorisée à environ 3 milliards de dollars.

ZAMBIE- CHINE

Accord pour utiliser les monnaies nationales dans les échanges commerciaux

Lusaka et Pékin soulignent que l'utilisation des monnaies locales pour les règlements des échanges commerciaux et le financement des investissements bilatéraux vise notamment à réduire les coûts de change. La Zambie et la Chine sont convenues d'utiliser leurs monnaies nationales pour les règlements de leurs échanges commerciaux et le financement de leurs investissements bilatéraux,

selon une déclaration commune publiée, ce vendredi 15 septembre, en marge de la visite d'État du président zambien, Hakainde Hichilema, à Pékin. Annoncée à l'issue d'une rencontre entre le dirigeant zambien et son homologue chinois Xi Jinping, cette mesure vise notamment à « réduire les coûts de change », a-t-on précisé de même source. Lusaka et Pékin ont d'autre part annoncé le relèvement de leurs

relations bilatérales au niveau de « partenariat stratégique global » et le renforcement de leur coopération dans le domaine de l'exploration minière. M.Hichilema a entamé le 10 septembre sa première visite d'État en Chine depuis son accession au pouvoir en 2021. Il a été très critiqué localement pour ses fréquentes visites dans les pays occidentaux, au détriment des liens plus faibles avec la Chine, qui est le plus grand créancier bi-

latéral de Lusaka. Selon le think tank American Enterprise Institute, la Chine a également investi plus de 11,3 milliards de dollars dans des projets d'infrastructures en Zambie entre 2014 et 2023, dans le cadre de l'Initiative des « Nouvelles routes de la soie ». L'empire du Milieu absorbe par ailleurs environ 20% des exportations de ce pays d'Afrique australe.

EN RAISON DE LA SUSPENSION DES SUBVENTIONS AUX CARBURANTS

Le Nigeria change son mode de calcul de l'inflation

Les prix des produits énergétiques au Nigeria sont désormais qualifiés de volatils, en raison de la levée des subventions aux carburants. De ce fait, l'inflation globale du pays a augmenté de 1,72 point de pourcentage au mois d'août 2023. Dans un rapport publié ce vendredi 15 septembre, le Bureau nigérian des statistiques (NBS) explique qu'en raison de la déréglementation du secteur et de la suppression des subventions aux carburants, « tous les produits énergétiques sont désormais déterminés par les forces du marché et leurs prix sont donc qualifiés de volatils ». Suite à ce nouveau mode de calcul, le taux d'inflation global a atteint 25,80% en août 2023 contre les 24,08% enregistrés le mois

précédent, soit une hausse de 1,72 point de pourcentage. « En glissement annuel, le taux d'inflation global est supérieur de 5,27 % au taux enregistré en août 2022, qui était de 20,52 % », indique le rapport. Dans les détails, l'inflation des produits alimentaires était de 3,87 % en août, soit 0,41 % de plus que le taux de 3,45% enregistré en juillet 2023. Une hausse qui s'explique par l'augmentation « des prix du pain et des céréales, des pommes de terre, de l'igname et d'autres tubercules, du poisson, de l'huile et de la graisse, du café, du thé et du cacao », précise le NBS. L'inflation sous-jacente, quant à elle, s'est établie à 2,18 % contre 2,11 % sur la période étudiée. Pour rappel, au mois de juillet 2023, la Banque centrale du Nigeria avait décidé de relever son

principal taux directeur de 25 points de base, passant ainsi à 18,75% afin de juguler l'inflation. Depuis son investiture fin mai 2023, le président nigérian Bola Tinubu a pris une série de mesures économiques visant à renforcer l'économie nationale, mais avec des impacts importants sur les conditions de vie des ménages. Le Congrès du travail du Nigeria (NLC) du travail a donc annoncé une grande grève à compter du 21 septembre prochain suite à une précédente grève au mois d'août pour protester contre la vie chère. Les organisations syndicales du Nigeria estiment que les négociations avec le gouvernement à l'issue de la grève d'août, n'ont pas abouti à des concessions suffisantes.

CORÉE DU SUD

Des financements de 6 milliards \$ sur deux ans pour l'Afrique

Les fonds devraient notamment servir à soutenir la réalisation de plusieurs projets dans les domaines de la transition énergétique, de l'agriculture, de l'éducation et de la formation professionnelle. La Corée du Sud s'est engagée, mercredi 13 septembre, à accorder des financements globaux de 6 milliards de dollars sur deux ans à l'Afrique pour soutenir la réalisation de plusieurs projets dans les domaines de la transi-

tion énergétique, de l'agriculture, de l'éducation et de la formation professionnelle. L'annonce a été faite par le vice-ministre sud-coréen de l'Economie et des Finances, Choo Kyung-ho, au deuxième jour de la 7e Conférence sur la coopération économique Corée-Afrique (KOAFEC), qui se tient depuis le 12 septembre dans la ville portuaire de Busan (Corée du Sud). Cette conférence biennale, dont le thème a été cette année « Em-

brasser un avenir durable : transition énergétique juste et transformation agricole en Afrique », est organisée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Banque coréenne d'import-export (Eximbank of Korea) et le ministère coréen de l'Economie et des Finances. Les financements devraient être accordés aux pays africains, à travers plusieurs canaux, dont l'Eximbank of Korea, le Fonds de

coopération pour le développement économique (EDCF) et le Fonds fiduciaire de coopération économique Corée-Afrique. La 7e édition de la Conférence sur la coopération économique Corée-Afrique, qui s'étend sur quatre jours, a été marquée par la participation de délégations gouvernementales provenant de 38 pays africains.

CONGO

L'excédent de la balance commerciale se contracte de plus de 50% au second trimestre 2023

Les exportations des produits pétroliers du Congo ont chuté de 35,5% au second trimestre 2023, entraînant une contraction de l'excédent commercial sur la même période. Le solde a affiché 961,2 millions \$ contre 2,3 milliards au second trimestre 2022. L'excédent de la balance commerciale du Congo s'est contracté à 52,7% au cours du second trimestre 2023. C'est ce qui ressort de la note de conjoncture publiée par le ministère des Finances. Selon la note, le solde de la balance s'est établi à 588,6 milliards FCFA (961,2 millions \$) entre avril et juin 2023 contre 1243,3 milliards FCFA (2,03 milliards \$) à la même période en 2022. D'après les données de l'institution, la valeur des importations a grimpé à 14,9%, atteignant 955,6 millions \$ au second trimestre 2023 contre 831,5 millions \$ à la même période l'année dernière. Elles sont tirées principalement par les produits énergétiques (336,4%) et les produits alimentaires (22,3%), précise la note. Pendant la même période, les exportations ont diminué de 33 %, totalisant 1,9 milliard de dollars par rapport à 2,8 milliards de dollars précédemment. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des exportations de produits pétroliers (-35,5 %), affectées par la chute des prix du pétrole et la dépréciation du dollar par rapport à l'euro. Les produits pétroliers représentaient environ 97% des revenus d'exportations sur la période étudiée, indique le ministère. Depuis le 4e trimestre 2022, l'excédent commercial de ce pays d'Afrique centrale est en baisse constante, en raison des causes évoquées plus haut concernant la baisse du second trimestre 2023. Au premier trimestre 2023 par exemple, l'excédent commercial du Congo s'était déjà amenuisé de 56,8% en glissement annuel, selon les données officielles. Dans une déclaration datant du 19 juillet 2023, l'Etat congolais avait estimé que la croissance économique devrait s'établir à 4% cette année, en raison d'une bonne tenue des secteurs pétroliers. Toutefois, la situation actuelle dudit secteur remet en cause cette estimation à pratiquement 3 mois de la fin de l'année.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en baisse

La Bourse de New York a terminé en baisse vendredi, reprenant une posture prudente à l'approche de la réunion de la banque centrale américaine (Fed) et craignant les conséquences d'une grève majeure dans le secteur automobile. Le Dow Jones a lâché 0,83%, l'indice Nasdaq a perdu 1,56% et l'indice élargi S&P 500 a cédé 1,22%.

Les membres du grand syndicat UAW (United Auto Workers) salariés des trois grands constructeurs américains General Motors, Ford et Stellantis ont entamé vendredi un grève, après deux mois de négociations infructueuses pour renouveler leur convention collective. "Pour l'instant, cela ne touche que trois sites, mais nous nous attendons à ce que cela s'élargisse faute de compromis", a commenté Nancy Vanden Houten, d'Oxford Economics. "L'impact économique devrait être temporaire, mais il existe un risque de perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, en convalescence" après la pandémie de coronavirus, a-t-elle ajouté. Malgré la grève, General Motors a fini en hausse (+0,86%), Ford s'effritant de 0,08%. Par ailleurs, pour Sam Stovall, de CFRA, les investisseurs restent sur le qui-vive quant à l'inflation, qui a accéléré en août, selon les indices de prix CPI (consommation) et PPI (production) publiés mercredi et jeudi. "Les gens se crispent avant la réunion de la Fed (banque centrale américaine)", ajoute l'analyste. Car même si le scénario d'une pause dans le cycle de resserrement paraît acquise, "il y a toujours un manque de clarté" quand à la suite, et une possible nouvelle hausse de taux en novembre ou décembre.

Cette appréhension tient également à la santé insolente de l'économie américaine, qui ne cesse de déjouer les pronostics depuis des mois. Vendredi, la Fed a indiqué que la production industrielle avait augmenté de 0,4% en août sur un mois, soit davantage que le 0,1% anticipé par les économistes. Par ailleurs, l'activité manufacturière dans la région de New York s'est nettement redressée en septembre, à 1,9 point contre -19 points en août, alors que les économistes prévoient une nouvelle contraction (-10 points). Le marché obligataire a reflété l'anxiété ambiante. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans s'est ainsi tendu, à 4,33%, contre 4,28% la veille en clôture, tout proche des 4,36% atteints fin août, un sommet depuis 15 ans. Pour ajouter à la nervosité, vendredi était une journée dite des quatre sorcières, qui marquait l'arrivée à échéance de centaines de milliards de dollars de produits financiers dérivés basés sur l'évolution d'actions individuelles et des indices. Cette date butoir occasionne souvent de la volatilité sur le marché, avec des mouvements plus marqués que d'ordinaire. Vendredi marquait aussi la mi-septembre, or la deuxième moitié de ce mois est considérée, sur la base des données historiques, comme la pire période de l'année pour le

marché, a rappelé Sam Stovall. Les tensions sur les taux ont fait souffrir les capitalisations technologiques géantes du Nasdaq comme Nvidia (-3,69%), Amazon (-2,99%), Meta (-3,66%) et Microsoft (-2,50%). Au lendemain de son introduction en Bourse, qui l'a vu gagner près de 25% sur la séance, le concepteur de microprocesseurs Arm a consolidé, pour reculer de 4,47%. Le groupe britannique est désormais valorisé 62 milliards de dollars. Malgré des résultats supérieurs aux attentes, l'éditeur de logiciels professionnels Adobe a plongé (-4,21%), les investisseurs ayant jugé les prévisions du groupe décevantes, même si elles sont ressorties en

ligne avec celles des analystes. Adobe, qui avait lancé, mercredi, plusieurs versions de ses logiciels utilisant désormais l'intelligence artificielle générative (IA), souffre de la comparaison avec d'autres grands acteurs de l'IA, qui affichent une croissance supérieure. Disney a été recherché (+1,30%), au lendemain de la publication d'une information de l'agence Bloomberg, selon laquelle le géant du divertissement envisagerait la vente de la grande chaîne nationale ABC au groupe de médias Nexstar Media Group. Selon plusieurs médias, le groupe de Burbank (Californie) a également reçu une offre du magnat des médias Byron Allen à hauteur de dix milliards de dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Septembre 2023 Valeur : 18 Septembre 2023				
BASE	DEVISES			
t	USD	US DOLLAR		
	EUR	EURO		
	GBP	POUND STERLING		
	JPY	JAPANESE YEN		
	CNY	CHINESE YUAN		
	CHF	SWISS FRANC		
	CAD	CANADIAN DOLLAR		
	DKK	DANISH KRONE		
	SEK	SWEDISH KRONA		
	NOK	NORWEGIAN KRONE		
	AED	UAE DIRHAM		
	SAR	SAUDI RIYAL		
	KWD	KUWAITI DINAR		
	TND	TUNISIAN DINAR		
	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
	LYD	LIBYAN DINAR		
	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		

SOUTENUE PAR LES TAUX ET LA CHINE

L'Europe termine dans le vert

Les Bourses européennes ont terminé la semaine en hausse, réalisant leur meilleure performance hebdomadaire depuis deux mois, grâce à l'espoir que la Banque centrale européenne (BCE) mette fin à son cycle de hausses de taux et à des données suggérant que l'économie chinoise pourrait retrouver un certain élan. À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 0,96% à 7.378,82 points. Le Footsie britannique a pris 0,5% et le Dax allemand 0,56%. L'indice EuroStoxx 50 s'est octroyé 0,36%, le FTSEurofirst 300 0,3% et le Stoxx 600 0,28%. Sur la semaine, le CAC a pris 1,9% et le Stoxx 600 1,6%. La possibilité d'une fin imminente du cycle de resserrement monétaire de la BCE est devenue plus tangible après l'annonce de la dixième hausse des taux de la zone euro jeudi, une perspective qui a soutenu vendredi les marchés d'actions et l'appétit pour le risque. La BCE a relevé jeudi ses taux d'intérêt face à des pressions inflationnistes persistantes, tout en signalant que ce cycle de resserrement monétaire touchait probablement à sa fin. L'optimisme demeure après cette annonce, bien que plusieurs responsables de la BCE, dont sa présidente Christine Lagarde, aient déclaré vendredi que l'institution maintiendrait les taux d'intérêt à un niveau élevé pendant une période prolongée et pourrait même les relever à nouveau si nécessaire. Le ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, a déclaré vendredi lors d'une interview accordée à Bloomberg TV que Francfort devrait s'abstenir de relever davantage les taux alors que la zone euro était en bonne voie pour réduire l'inflation. Les données macroéconomiques en provenance de Chine, malgré les inquiétudes persistantes concernant le secteur immobilier, contribuent à soutenir les actions exposées à la deuxième économie mondiale. La production industrielle et les ventes au détail en août sont ressorties vendredi supérieures aux

attentes, ce qui donne à penser que les mesures prises par Pékin pour soutenir son économie commencent à porter leurs fruits. Les valeurs européennes exposées au marché chinois comme LVMH, Hermès, Kering < et L'Oréal ont avancé vendredi de 2,5%, 1,4%, 1,7% et 1,9% respectivement. L'optimisme sur la Chine a également aidé les ressources de base dont le compartiment a progressé de 1,3%.

CAC 40

Les taux arrivent sur un plateau en altitude

Cet article, en accès libre, est produit par l'équipe de recherche en analyse et stratégie boursière de BFM Bourse. Pour ne manquer aucune opportunité, consultez l'intégralité des analyses et découvrez nos portefeuilles en accédant à notre espace Privilèges. Les principaux indices sur actions en Europe auront très bien réagi à l'issue du Conseil des Gouverneurs de la BCE hier. Le DAX30 a gagné en clôture 0,97% et le CAC 401,19%, dans des volumes d'échanges en hausse significative. Si la puissante Institution monétaire de Francfort a augmenté le loyer de l'Euro d'un quart de point de base, elle a laissé entendre que ce tour de vis serait probablement le dernier, avant d'entamer une phase de plateau. Une source de soulagement dans les salles des marchés, qui peuvent désormais se baser sur l'idée de l'atteinte, enfin, d'un taux terminal, à défaut d'un scénario de pivot. Pour DWS, "il s'agira probablement de la dernière étape en matière de taux d'intérêt. L'économie de la zone euro s'affaiblit déjà suffisamment pour rendre très improbable une nouvelle hausse de l'inflation. Ce n'est que dans le cas, peu probable, où les

taux d'inflation deviendraient vraiment incontrôlables et dépasseraient les prévisions d'inflation déjà très élevées de la BCE que cette dernière prendrait une nouvelle mesure de hausse." La BCE a du ajuster ses projections d'inflation à la hausse et ses prévisions économique à la baisse. L'institution dirigée par C Lagarde a par ailleurs relevé ses prévisions d'inflation pour 2023 à 5,6% puis à 3,2% en 2024. Avant d'espérer une baisse à 2,1% en 2025, se rapprochant de l'objectif à moyen terme de la BCE fixé à 2%. "Pour cette année et l'année prochaine, elle s'attend à une croissance cumulée de seulement 1,7 % (tout comme nous), alors qu'elle tablait encore sur 2,4 % en juin. La raison en est que la reprise, qui est censée être tirée par la consommation, entre autres, devrait maintenant commencer plus tard en raison de la hausse des prix du pétrole", a poursuivi DWS. Maintenant que la BCE a (encore) porté ses taux à un niveau historique, les marchés interprètent le communiqué en faveur d'une pause des taux de la BCE. Car cette dernière indique en filigrane que de nouvelles hausses sont peu probables. Au chapitre statistique, très bonne sur-

prise sur les ventes au détail publiées hier (+0,6% en août), très largement au-delà des attentes. Rassurant pour l'activité économique dans son ensemble dans un pays où structurellement, la création de richesse est dépendante de la consommation intérieure. Côté valeurs, Alstom a repris 4,61% à 24,29 euros et comble ses pertes de la veille. Mercredi, le titre avait souffert d'une note de Barclays qui a entamé le suivi du titre à "sous-pondérer", l'équivalent de vente chez la banque britannique. L'établissement s'inquiète de la génération de cash de l'équipementier ferroviaire, de sa dette, d'un ralentissement des commandes voire d'une dégradation de Moody's. Bouygues (+2,5%) a bénéficié d'un relèvement de recommandation de la part d'Exane BNP Paribas à "surperformance" contre "neutre". De l'autre côté de l'Atlantique, joli tir groupé des indices actions dans le vert jeudi, à l'image du Dow Jones (+0,96%) et du Nasdaq Composite (+0,81%). Le S&P500, baromètre de référence de l'appétit pour le risque aux yeux des gérants de fonds, a gagné 0,84%.

CÉRÉALES UKRAINIENNES

L'UE veut lever les restrictions d'importations, la Pologne et la Hongrie refusent

La Commission européenne a annoncé la fin des restrictions d'importations de céréales ukrainiennes dans l'UE, sans parvenir à faire plier Varsovie et Budapest. La Pologne et la Hongrie les maintiennent pour protéger leurs agriculteurs et leurs marchés nationaux de l'afflux de céréales ukrainiennes.

Le bras de fer n'est pas terminé entre Bruxelles et les pays agricoles de l'est de l'Union européenne. La Commission européenne a annoncé vendredi mettre fin à l'interdiction imposée par cinq Etats de l'UE (Pologne, Hongrie, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie) sur l'importation de céréales ukrainiennes, en échange d'un engagement de Kiev à prendre des mesures pour maîtriser l'afflux de grains dans les pays riverains. Dans le même temps, la Pologne et la Hongrie ont déclaré maintenir de façon unilatérale leur interdiction sur l'importation de céréales ukrainiennes. « La Hongrie va fermer ses frontières à 24 produits ukrainiens », donc bien davantage que les quatre actuellement concernés, afin de « protéger les intérêts de nos agriculteurs », a déclaré le ministre hongrois de l'Agriculture Istvan Nagy. En Pologne, le

gouvernement de droite en fait « une question fondamentale ». « Nous défendons sans aucun doute les intérêts des agriculteurs polonais », a déclaré le Premier ministre Mateusz Morawiecki, dont le parti Droit et Justice bénéficie d'un fort soutien dans les régions agricoles.

Kiev menace de saisir l'OMC
« Si les décisions de nos voisins violent le droit de l'UE, l'Ukraine réagira de manière civilisée », a prévenu Volodymyr Zelensky. Kiev menace de saisir l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour exiger une compensation. Bruxelles avait conclu fin avril avec cinq Etats membres (Pologne, Hongrie, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie) un accord leur permettant de bloquer sur leur sol la commercialisation de blé, maïs, colza et tournesol ukrainiens afin de protéger leurs agriculteurs, à condition qu'ils

n'empêchent pas le transit vers d'autres pays. En effet, après la levée des droits de douane de l'UE en mai 2022, Pologne, Hongrie, Slovaquie, Bulgarie et Roumanie avaient vu affluer les céréales à prix bradé venues d'Ukraine, mais bloquées sur leur sol du fait de problèmes logistiques. Plusieurs nations avaient unilatéralement interdit l'importation pour endiguer la saturation de leurs silos et l'effondrement des prix locaux, des restrictions que Bruxelles avait ensuite formellement autorisées puis prolongées jusqu'au 15 septembre - au grand dam de Kiev. « En conséquence, les mesures existantes expireront aujourd'hui », a déclaré ce vendredi la Commission européenne. Soucieuse de donner des gages aux pays de l'Est, l'exécutif européen précise qu'en contrepartie, Kiev s'engage à prendre des mesures pour contrôler l'afflux de céréales.

ARGENTINE

Le gouvernement va publier chaque semaine l'inflation qui s'est envolée de 120% en un an

Aux prises avec la pire inflation depuis trois décennies, le gouvernement argentin donnera désormais la hausse des prix chaque semaine. A un mois d'élections présidentielles, cela permet d'afficher des chiffres forcément plus modestes que sur un mois ou une semaine. Et de calmer les anticipations inflationnistes, espère-t-on à Buenos Aires. Débordée par une inflation (124,4% sur douze mois) sans précédent depuis 32 ans en août (12,4% sur... un mois), le gouvernement argentin veut analyser au plus près le phénomène. Buenos Aires publiera désormais un indice hebdomadaire de l'inflation, dans l'espoir d'atténuer d'éventuelles anticipations inflationnistes.

« Nous allons émettre un rapport d'inflation hebdomadaire tous les vendredis », a annoncé vendredi le secrétaire du ministère de l'Economie Gabriel Rubinstein sur X (ex-Twitter). En plus de « cette estimation du Secrétariat de politique économique, indépendamment de l'INDEC (Indice national de la statistique) qui continuera ses publications habituelles », à savoir l'indice mensuel, officiel, des prix à la consommation. « Inflation hebdomadaire en baisse », claironne le premier de ces rapports, qui souligne que « l'inflation hebdomadaire a évolué à la baisse dans la première semaine de septembre (entre le 4 et le 10) et aurait atteint la valeur de

+2,1% », selon les projections, après un pic de 4,8% pour la troisième semaine d'août. « Bien que le chiffre hebdomadaire reste très élevé, il est dans la lignée des valeurs antérieures » au choc de la dévaluation du 13 août, vante le ministère. « Nous estimons que les prochains relevés hebdomadaires vont consolider la tendance à la baisse », s'avance-t-il. La publication mercredi de l'inflation pour le mois d'août, 12,4%, (soit +80% depuis le début 2023) fait craindre que l'inflation, endémique dans la troisième économie d'Amérique latine, ne dérive hors de contrôle, dans un contexte d'incertitude accrue par la prochaine élection présidentielle du 22 octobre.

SUBVENTIONS CHINOISES DANS L'AUTOMOBILE

Malgré les menaces de Pékin, l'UE « ne doit craindre aucun pays »

Lundi dernier, la Commission européenne a annoncé une enquête visant la Chine et ses subventions massives accordées à la production locale de voitures électriques. Une décision qui n'a pas manqué de faire réagir Pékin qui a prédit qu'elle « aura un impact négatif sur les relations économiques et commerciales entre la Chine et l'Union européenne ». L'Union européenne « ne doit craindre aucun pays », a affirmé ce vendredi 15 septembre Bruno Le Maire. Par cette phrase, le ministre de l'Economie visait la Chine alors que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé deux jours plus tôt le lancement d'une vaste enquête sur les subventions accordées par Pékin à son industrie, afin de développer les voitures électriques. L'UE entend ainsi défendre l'industrie européenne face à des prix jugés « artificiellement bas ». « Nous ne devons craindre aucun

pays. Nous sommes l'UE. Nous sommes le marché unique. Nous sommes l'un des continents économiques les plus puissants du monde. Nous devons défendre nos intérêts économiques, financiers, sociaux et environnementaux », a déclaré le ministre, qui s'exprimait en anglais, dans une interview à Bloomberg TV en marge d'une réunion avec ses homologues européens à Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne). « Je pense que c'est une bonne nouvelle que l'Europe prenne conscience de la nécessité de défendre ses intérêts économiques. Les États-Unis défendent leurs intérêts économiques. La Chine défend ses intérêts économiques. L'UE doit faire de même », a-t-il ajouté. « Les marchés mondiaux inondés de voitures électriques chinoises bon marché » Dans la cible de l'UE : les subventions massives de la Chine aux constructeurs du pays qui vont à l'encontre de l'Organisation mon-

diale du commerce (OMC) qui impose de ne pas établir de discrimination entre leurs partenaires commerciaux. « Les marchés mondiaux sont aujourd'hui inondés de voitures électriques chinoises bon marché, dont le prix est maintenu artificiellement bas par des subventions publiques massives », avait ainsi fustigé la patronne de l'exécutif européen, dans son discours sur l'état de l'Union européenne, à Strasbourg. Et si, au terme de son enquête, la Commission constatait des infractions aux règles commerciales, elle pourrait alors infliger des droits de douane punitifs aux véhicules chinois, au risque de déclencher une guerre commerciale avec Pékin. **La Chine menace de représailles** Dès le lendemain, la Chine a d'ailleurs répliqué en dénonçant une mesure « prise au nom d'une "concurrence loyale" » et qui est « ouvertement du protectionnisme ». Elle « aura un impact négatif sur

les relations économiques et commerciales entre la Chine et l'Union européenne », a prédit le ministère du chinois du Commerce dans un communiqué. Or, la Chine est capable de prendre des mesures brutales. En témoigne le rétropédalage de l'Europe concernant les quotas d'émissions de CO2 imposés par Bruxelles aux vols internationaux et contre lesquels Pékin s'opposait, concentrant ainsi ses représailles contre Airbus. Néanmoins, les ministres de l'Economie français et allemand ont salué la décision de la Commission européenne d'ouvrir une enquête, estimant qu'il s'agit de la « bonne attitude », en prenant toutefois des gants afin d'éviter d'irriter la Chine. Le ministre allemand a ainsi rappelé à l'AFP qu'il « ne s'agit pas d'exclure du marché européen des voitures performantes et bon marché, mais de voir s'il y a des subventions cachées, directes ou indirectes, qui représentent un avantage concurrentiel déloyal ».

MALGRÉ L'INJECTION DE 500 MILLIONS DE LIVRES PAR LONDRES

Tata Steel n'évitera pas des milliers de licenciements

Le gouvernement britannique investit pour moderniser l'usine sidérurgique de Port Talbot au Pays de Galles. Avec pour conséquence de couper d'1,5% les émissions de carbone du pays, mais aussi les effectifs puisque Tata ne devrait conserver que 5.000 des 8.000 emplois. À travers un « programme d'investissement conjoint (...), Tata Steel devrait investir 1,25 milliard de livres, dont une subvention du gouvernement britannique d'une valeur pouvant atteindre 500 millions » (plus de 580 millions d'euros), précise un communiqué du gouvernement ce vendredi 15 septembre.

L'investissement doit permettre de remplacer les hauts fourneaux par un équivalent électrique moins polluant, alors que l'usine de Port Talbot « est actuellement le plus gros émetteur de carbone du Royaume-Uni », selon Londres, qui y voit une manière directe de couper dans les émissions de carbone du pays d'environ 1,5%.

« L'accord avec le gouvernement britannique marque un moment clé pour l'avenir de l'industrie sidérurgique » britannique et il met en place « la voie de la transition » énergétique pour le secteur, a vanté le président du groupe Tata, Natarajan Chandrasekaran, cité dans le communiqué du gouvernement.

Tata Steel, plus gros producteur d'acier du pays, emploie aujourd'hui « plus de 8.000 personnes » dans le pays et « la proposition annoncée aujourd'hui (...) pourrait sauvegarder plus de 5.000 emplois à travers le Royaume-Uni », selon le communiqué.

Pour les salariés, la nouvelle ne lève pas les craintes puisque 3.000 licenciements sont évoqués, soulevant l'ire des syndicats. « Les emplois de milliers de métallurgistes sont désormais menacés. Le coût pour la population locale et pour la communauté de Port Talbot sera immense », a fustigé Gary Smith, secrétaire général du syndicat GMB. « Une fois de plus, nous avons le spectacle de dirigeants qui parlent de la contrée imaginaire d'une "transition équitable" alors que l'amère réalité pour les travailleurs est qu'ils se font licencier », a-t-il pointé.

PEUGEOT E-3008 VS RENAULT SCÉNIC ÉLECTRIQUE

Le match de l'année chez les SUV français

Toyota opère sa grande mue vers la mobilité "zéro émission", domaine dans lequel il est encore un acteur très secondaire. Mais les récentes annonces du leader mondial laissent entrevoir des lendemains électriques qui chantent, avec notamment le lancement de batteries "solides" dès 2026.

Lancés ces dernières semaines les SUV 100% électriques des deux constructeurs français promettent de se livrer un duel épique au moment de leur lancement en 2024. En attendant, nous n'avons pas pu résister à l'idée d'un premier affrontement théorique. C'est un duel qui sent bon la naphthaline, mais qui pourrait bien donner le ton de l'année 2024 sur la marché de la voiture électrique en France. Les deux ogres nationaux, Renault et Peugeot, vont s'affronter sur la catégorie reine des véhicules électriques : les SUV compacts. Sur la gauche de notre ring, le Scénic E-Tech, déclinaison moderne du monospace iconique de la marque au Losange. À l'opposé : l'épouvantail de la catégorie, l'indétrônable 3008, dans sa version électrique. Le fleuron de Peugeot ces dernières années lui a non seulement permis de figurer au sommet du classement des véhicules les plus vendus en Europe, mais a aussi facilité la montée en gamme de la marque.

Oui mais voilà, en 2024 les règles du duel ont changé. Désormais, les deux modèles tournent à l'électricité. Ce n'est pas tout : ils s'attaquent sans doute au segment le plus dense, celui des SUV 100% électriques. Si notre duel est pour l'instant théorique, les deux modèles n'étant pas commercialisés avant début 2024, il ne fait qu'anticiper l'inévitable : un affrontement en bonne et due forme dans les chiffres de vente et d'immatriculations. Qui a le plus de chances d'en sortir gagnant ?

Design : duel schizophrène

Le premier terrain d'affrontement, le plus évident sans doute, est celui de l'esthétique. C'est en effet l'un des premiers critères d'achat d'une voiture. Fait pour le moins original, ces deux



voitures portant des bannières ô combien différentes et opposées ont été dessinées par la même personne, un certain Gilles Vidal. Le designer qui a complètement repensé l'identité de marque de Peugeot ces dernières années a signé chez le grand rival fin 2020. Résultat : les derniers modèles qu'il a dessinés pour la marque au Lion sortent en même temps que ses premières œuvres chez Renault. La conséquence, c'est que malgré des efforts notables sur le Scénic, ni le premier, ni le second modèle ne peuvent renier leur paternité. La patte Vidal saute aux yeux ce qui tend encore à rapprocher les deux rivaux. Mais si Renault se confond de plus en plus avec Peugeot, il prend soin de marquer de grandes différences. Ainsi, la forme globale des deux véhi-

cules n'est pas identique. Là où le Scénic garde un aspect de SUV classique, l'E-3008 opte pour une forme plus sportive, celle d'un SUV coupé avec son toit plongeant et sa lunette inclinée. L'autre grande différence c'est au niveau de la signature lumineuse. Assez étrangement celle du Scénic ressemble aux optiques dent de sabre qui ont fait les belles heures du Lion, alors que l'E-3008 s'est évertué à s'éloigner de ce modèle signature. Le SUV de Peugeot est également plus grand et plus haut que son rival, 7 cm de part et d'autre. En revanche, sur la calandre, les jantes ou encore sur l'aspect anguleux, le jeu des sept différences est permis. Fort heureusement, une fois la portière ouverte, les différences sont plus flagrantes.

ZOOM, PRIME VIDEO, NAVIGATEUR WEB...

Nouvelles apps pour les voitures Google

Les conducteurs sont chouchoutés par Google, qui a annoncé plusieurs nouveautés pour mieux les informer et les divertir derrière le volant (avec prudence tout de même). Android Auto, qui permet d'afficher sur l'écran de la voiture des apps Android venant du smartphone, s'ouvre à une nouvelle catégorie d'applications : la vidéoconférence... sans la vidéo ! Zoom et WebEx vont en effet faire leur apparition mais uniquement en audio. Les écrans embarqués n'ont pas de caméra et de toutes manières, il s'agit de garder

les yeux sur la route. **Prime Video au volant (mais à l'arrêt)** Même coincé au milieu d'un bouchon, on pourra donc participer à une réunion Zoom sans souci. Difficile de dire s'il s'agit réellement d'un progrès, mais enfin, maintenant c'est disponible. Les autres nouveautés concernent le Play Store d'Android Automotive, le système d'exploitation utilisé par beaucoup de constructeurs automobiles. Les conducteurs pourront ainsi trouver dans la boutique une app Prime Video, dont ils consulteront les contenus à l'arrêt, bien sûr.

L'application devrait être proposée dès à présent sur les modèles Renault, Volvo et Polestar compatibles. Pour ceux qui n'ont que faire des séries TV d'Amazon, le navigateur web Vivaldi leur ouvrira tout un monde de contenus ! L'app est aussi disponible dans le Play Store d'Android Automotive. Et bientôt, ce sera le cas du service météo The Weather Channel, qui donne habituellement de bonnes prévisions. Pas inutile pour savoir si on va conduire sous le cagnard ou dans la tempête. L'app sera bientôt téléchargeable.

MINI COOPER ÉLECTRIQUE CABRIOLET

Un toit en moins, deux fois plus chère !

Mini va lancer une série limitée de sa Cooper SE Cabrio. Elle sera vendue à plus de 60 000 euros. La Mini Cooper SE Cabrio joue clairement la carte du luxe et de l'exclusivité. Cette version ultra-branchée de la Cooper SE sortie en 2020, coûtera la modique somme de 60 490 euros, soit près de deux fois plus que la version classique, une fois le bonus écologique appliqué. Le premier cabriolet quatre places au monde est donc une Mini, mais le choix tarifaire du constructeur britannique (propriété de BMW) a de quoi rebutter les acheteurs. Comment

s'explique-t-il ? La raison majeure de ce positionnement réside dans le petit nombre de véhicules qui seront produits. La Mini Cooper SE Cabrio n'est pas un véhicule que la marque avait prévu dans son catalogue, du moins pas à ce moment précis. En effet, cette nouvelle version arrive huit mois seulement après la présentation du concept « One of », en réaction à l'accueil très chaleureux dont celui-ci a bénéficié. Sur cette version « cabrio », Mini va donc jouer la carte de la série limitée. Seuls 999 exemplaires de la puce électrique seront produits, dont 155 réservés à la France.

Dès lors, le tarif de ce modèle n'obéit plus à des normes classiques. La Mini Cooper SE Cabrio reprend les dimensions de la version thermique (3,86 mètres de long) mais conserve la même base technique sur la version électrique. On y retrouve donc le même groupe motopropulseur composé d'un moteur électrique de 184 ch et d'une (très petite) batterie de 28,9 kWh. L'autonomie (WLTP) descend à 201 km (contre 231 km pour la version plafonnée), ce qui constitue l'une des valeurs les plus faibles sur les véhicules électriques sortis ces deux der-

nières années. Vous l'aurez compris, la Mini n'entend pas vraiment s'illustrer en matière de rapport qualité prix. Car même si cette version exclusive reprend le niveau de finition le plus élevé de la Cooper SE traditionnelle ainsi que toutes ses options, il n'en demeure pas moins qu'elle ne propose rien de nouveau, si ce n'est le style « cabrio » et une sympathique mention « 1 of 999 », qui devrait faire envoler sa côte. Ses rares futurs propriétaires seront tout de même ravis d'apprendre que sa capote s'ouvre et se replie en 18 secondes seulement et cela jusqu'à 30 km/h.

BMW abandonne les sièges chauffants sur abonnement

Les propriétaires de BMW n'auront plus besoin de s'abonner pour profiter des sièges chauffants de leur véhicule ! Le constructeur automobile avait fait sensation, et quelque peu scandale, en annonçant cet abonnement en 2020. Comme tous les constructeurs, BMW cherche à rentabiliser au maximum les conducteurs de ses véhicules. Mais l'entreprise était allée très loin il y a trois ans, en imposant la souscription d'un abonnement pour activer les sièges chauffants de certains de ses modèles ! Cela coûtait une vingtaine d'euros par mois (!), ou 400 euros pour une activation à vie. Changement de pied chez le géant allemand. Le groupe a en effet décidé de se concentrer sur la vente à la demande de fonctions logicielles et de services. « Ce que nous ne faisons plus », explique Pieter Nota, membre du conseil d'administration en charge du marketing, « c'est de proposer le chauffage [des sièges] de cette manière [sur abonnement]. Nous proposons cette option lors de la commande, et vous pouvez décider de l'avoir ou pas ». BMW va maintenant proposer l'assistance à la conduite ou au parking sur abonnement, « ou certaines fonctions qui nécessitent une transmission de données pour laquelle les clients sont habitués à payer ». Bref, l'idée est désormais de vendre « tout ce que vous pouvez ajouter après avoir acheté la voiture ». Exit donc l'abonnement pour chauffer les sièges. « Ce que nous constatons, c'est que les services basés sur des logiciels, comme le téléchargement d'une aide au stationnement, sont bien acceptés. Les gens savent qu'il s'agit d'un logiciel spécifique à télécharger moyennant un coût. C'est la même chose que de télécharger un film ou une fonction supplémentaire dans une application », poursuit-il. Pieter Nota reconnaît que le coup des sièges chauffants sur abonnement n'a pas pris : « le taux d'acceptation des utilisateurs n'était pas très élevé. Les gens ont l'impression de payer deux fois, ce qui n'est pas vrai en réalité, mais comme je le dis toujours, la perception c'est la réalité ». En l'occurrence, la perception n'était effectivement pas très bonne !

NOUVELLES APPLE WATCH

Des batteries (presque) identiques, une autonomie (presque) similaire

Avec leur design similaire aux précédentes générations et des fonctionnalités sensiblement identiques, les nouvelles Apple Watch Series 9 et Ultra 2 n'allaient pas changer fondamentalement les choses au niveau de l'autonomie.

L'autonomie de l'Apple Watch est une des préoccupations majeures des utilisateurs, et pour cause, personne n'aime se séparer de sa montre pendant une heure ou deux le temps d'en recharger la batterie. Depuis plusieurs années maintenant, l'Apple Watch affiche une autonomie allant jusqu'à 18 heures, suivant l'utilisation qu'on en fait.

Pas de changement pour l'autonomie et les batteries
Avec l'Apple Watch Ultra, le constructeur a multiplié l'autonomie par deux, soit 36 heures, en casant une batterie plus imposante dans le gros boîtier du modèle. Bien sûr, on en voudrait toujours plus, que ce soit pour les modèles Series ou Ultra ! Mais à un moment donné, les lois de la physique font qu'il est impossible d'augmenter les capacités des bat-

teries dans de si petits châssis, à moins d'optimiser le logiciel aux petits oignons. Le cru 2023 des montres dévoilé en début de semaine ne révolutionne pas la famille d'Apple Watch. Le design ne change pas et les composants sont largement similaires eux aussi, à l'exception du system-in-package — le S9 — promis comme plus puissant, et des écrans plus lumineux. Quant à l'autonomie, elle s'affiche elle aussi

aux mêmes niveaux : 18 heures pour la Series 9, 36 heures pour l'Ultra. Dans ces conditions, il paraissait assez évident que les capacités des batteries seraient très proches d'une génération à l'autre. C'est bel et bien le cas, d'après la base de données du régulateur chinois consultée par MacRumors.

Google confirme que rien n'est prévu pour réparer la Pixel Watch

La Pixel Watch a un problème de réparation. Plus qu'un problème en fait, c'est une absence : Google ne prévoit rien pour réparer sa montre connectée.

Google présentera la deuxième génération de la Pixel Watch le 4 octobre, durant son événement de fin d'année. On connaît déjà beaucoup de choses sur la future montre connectée, mais rien qui concerne les options de réparation de l'appareil. Le moteur de recherche serait bien inspiré d'annoncer un tel programme qui n'existe pas du tout actuellement pour la première génération !

Zéro effort de réparabilité

Les propriétaires de Pixel Watch dont le verre a brisé suite à un choc sont laissés sans véritable solution de réparation, si ce n'est de tenter l'opération par eux mêmes (iFixit fournit un guide à ce sujet). Seul hic : il n'est pas possible d'acheter le verre de la montre à l'unité, Google ne propose pas le composant. Il faut alors se tourner vers eBay pour acheter une Pixel Watch défectueuse pour en récupérer le verre, ce qui n'est pas une solution. Mais puisque l'entreprise ne propose

rien du tout...

The Verge a obtenu de Google la confirmation qu'« actuellement, nous n'avons aucune option de réparation pour la Pixel Watch ». L'entreprise ne propose que le remplacement de la montre au complet. Il faut espérer que cela change, et vite. Des législations vont forcer les constructeurs à fournir des pièces détachées et des manuels de réparation pendant de longues périodes, comme dans l'Union européenne.

L'absence d'options de réparation de la Pixel Watch est d'autant plus curieuse que Google a mis en place avec iFixit tout un programme pour réparer soi-même les smartphones Pixel. Toutefois, le groupe n'est pas tout seul sur ce créneau désolant. Chez Apple, la réparation d'un bris de verre sur une Apple Watch revient à faire remplacer la montre au complet, en témoigne le prix demandé par le constructeur pour la « réparation » (hors garantie AppleCare+) d'une montre : 359 € pour une Series 8...

« GALAXY RING »

Samsung veut vraiment vous passer la bague au doigt

Ce n'est plus seulement une rumeur : Samsung prépare réellement une bague connectée, et son lancement est dans les tuyaux comme l'indique du code dans l'application Galaxy Wearable. La bague connectée de Samsung ressemblera... à une bague. C'est du moins ce qu'on peut constater au vu de l'icône de l'objet, apparu dans les tréfonds de l'app Galaxy Wearable. 9to5Google a fouillé dans le code de l'application pour dénicher ce visuel. Si l'image ne nous renseigne pas vraiment sur les fonctions de cet anneau — ça reste une icône, après tout —, elle confirme qu'un tel appareil est bien en préparation. En plus de l'icône, le code de l'app fait aussi référence à « Galaxy Ring », qui pourrait bien être le nom de l'anneau. D'ailleurs, Samsung a protégé cette marque au mois de mars dernier. Enfin, l'application laisse clairement entendre qu'un lancement est prévu pour l'année prochaine. Cela pourrait arriver très vite : une indiscretion très crédible a en effet annoncé une pré-

sentation début 2024, en même temps que le Galaxy S24. Ce sera l'occasion pour Samsung de tout déballer sur cette bague connectée, dont les fonctionnalités demeurent encore obscures.

Le lancement du « Galaxy Ring » pourrait en

tout cas propulser le marché de la bague connectée vers de nouveaux sommets. Plusieurs fabricants se font concurrence, mais leurs produits sont toujours confidentiels. Un poids lourd comme Samsung a de quoi accélérer le secteur.

Le casque de réalité mixte de Samsung a du pif

Et si le futur de la réalité mixte, c'était... l'odeur ? Samsung se serait en effet intéressé au sujet pour son futur casque XR ! Difficile de savoir si le constructeur a conservé cette idée, et surtout de quelle manière elle pourrait se concrétiser. Samsung prépare depuis quelques mois, avec l'aide de Google et de Qualcomm, un casque de réalité mixte (XR) dont le lancement aurait été repoussé suite à la présentation du Vision Pro d'Apple. Le constructeur coréen voudrait en faire au moins autant que le modèle du grand rival, et il pourrait même aller encore plus loin.

En plus de la détection des gestes et de la position des mains dans l'espace, Samsung aurait planché sur le support... des odeurs, selon le fuitier Tech Reve, généralement bien renseigné. Il ne précise malheureusement pas comment cette intégration va se dérouler (ni si elle est toujours au programme). Le casque sera-t-il capable de détecter les odeurs autour de l'utilisateur, ce qui serait bizarre, ou pourra-t-il produire des odeurs artificielles, ce qui serait encore plus bizarre ?

FORZA MOTOR SPORT

Découvrez un aperçu de la prochaine version!

Turn 10 Studios 2023 a dévoilé les 17 premières minutes de la prochaine version de Forza Motorsport le 11 septembre 2023, offrant ainsi l'occasion de découvrir les premières courses et bien plus encore, notamment :

- Un tour d'essais libre à Maple Valley au volant de la Chevrolet Corvette E-Ray 2024, suivi des deux derniers tours d'une course d'endurance à Hakone où vous découvrirez la Cadillac Racing V-Series.R n° 01 de 2023.

- La BuildersCup Intro Series présente quelques voitures de départ sélectionnées, notamment la Subaru STI S209 2019, la Honda Civic Type R 2018 et la Ford Mustang GT 2018.
- Une course en grille complète sur le tout nouveau Grand Oak Raceway avec la Honda Civic Type R 2018. Forza Motorsport est actuellement disponible en pré-commande sur le Microsoft Store et Steam. Les joueurs qui préachètent l'édition Premium auront accès au jeu 5 jours avant sa sortie, et ce à partir du 5 octobre 2023. Le lancement de Forza Motorsport est prévu pour le 10 octobre et sera disponible dès le premier jour sur le PC Game Pass. Les nouveaux membres souhaitant rejoindre le PC Game Pass peuvent se rendre sur xbox.com/pcgamepass pour plus d'informations sur les modalités d'inscription. Pour en savoir plus sur Forza Motorsport, la franchise Forza et toutes autres informations sur Xbox, restez à l'écoute sur Xbox Wire et Forza.net.

Mots fléchés

Animal du far-west		Chapeau du far-west		Bandit célèbre du far-west		Céréale		Engin de manutention Industriel français 1817-1888		Ruée du far-west		Indien du far-west	Cheville au golf	
Bataille au far-west		Invention du f-west				Se porte haut				Indéfini				
													Faisait cercle au far-west	
Fleuve normand				Lieu de rencontres au far-west							Service gagnant			
Arme au far-west				Nazis			A régler			...Longoria				Traverse au milieu
				Magazine pour homme			Viennent d'une montagne							
Tour disparue						Organe de vol					Parle d'en haut			
						Rien à trouver								
Chien de croisements	Assemble									Héros grec				
	Assassiné par Seth									Arme célèbre du far-west				
								En Chaldée			Ornement			
								Ferrure			Restent polis			
Possessif			Fille d'Eurytos	Sont seuls à bord								Fit comme le renard		Fait mu...muse
Chez les indiens du far-west														
				Commune des Pyrénées					Affluent de la Seine					
									Coule au travail					
Lettre grecque				Fantômes				Disposer						
Était bien dirigé par l'archet				Sur la botte au far-west				Un bon tour						
					Prénom féminin		Capitale africaine						Race bovine	
							Avec l'être							
		Mèche				S'impose à l'esprit								
		Indiens du far-west				Un singe								
Petit rongeur	Attachement		Cordage					Indien du far-west				Un lac		
			Grand lac									Traître d'Othello		
														Occlusion
								Prendre un coup de rouge						
Catholique										Vallée bretonne	Poteau			
Une toxine											Auxiliaire			
						Ou y a du chêne	Reçoit le boulin	Police de base			Pareil			
											Homme de mystères			
Boisson				Est possessif	Célèbre ville du far-west									
En forme souvent					Participe									
			Chasseur au far-west									Fait l'article		
Devant le toubib			Le premier					Astrophysicien franco canadien						

Plus d'un quart de milliard de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë

Environ 238 millions de personnes sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans 48 pays en 2023, selon le Rapport mondial sur les crises alimentaires publié jeudi. Sur la base des données disponibles début août, la mise à jour de mi-année 2023 a montré que quelque 33,64 millions de personnes sont confrontées à des "conditions d'urgence" dans 36 pays, tandis que 128.600 personnes sont confrontées à des "conditions de catastrophe" dans quatre pays. Les conclusions du rapport indiquent que le Soudan du Sud détient la part la plus élevée, soit 63%, suivi du Yémen (52% - 55%). L'Afghanistan, la République centrafricaine, Haïti et le Soudan comptent chacun plus de 40% de leur population en phase de classification intégrée de la sécurité alimentaire, phase 3 ou supérieure.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 17 septembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



78E SESSION DE L'AG DE L'ONU

Le Président de la République se rend à New York

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a quitté samedi Alger à destination de New York (Etats-Unis), pour participer aux travaux de la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU. «Le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a quitté, ce jour, le pays à destination de New York aux Etats-Unis, pour participer aux travaux de la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies», lit-on dans le communiqué. Après avoir écouté l'hymne national, le Président Tebboune a passé en revue une formation de la Garde républicaine qui lui a rendu les honneurs à l'aéroport international d'Alger "défunt Président Houari-Boumediene". Le Président de la République a été salué à son départ, par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, le Général d'Armée Saïd Chanecriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) et le Directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Mohamed Ennadir Larbaoui.

FACE À L'ABSENCE DE RÉFORMES

Le FMI épingle à nouveau le Liban

Le Fonds monétaire international (FMI) a de nouveau épingle le Liban vendredi pour l'incapacité des dirigeants du pays à mettre en œuvre les réformes nécessaires au déblocage des aides internationales. «Le Liban n'a pas entrepris les réformes urgentes, ce qui pèsera sur l'économie dans les années à venir», a déclaré Ernesto Ramirez Rigo qui dirigeait une délégation de l'institution internationale, au terme d'une visite à Beyrouth. En avril 2022, le pays a conclu un accord de principe avec le FMI pour un prêt de trois milliards de dollars, échelonné sur quatre ans, mais depuis les autorités n'ont pas mis en œuvre les changements substantiels pré-requis. Une hausse saisonnière du tourisme a accru les entrées de liquidités étrangères, a déclaré M. Ramirez Rigo. Les touristes sont principalement des Libanais de la diaspora qui sont rentrés chez eux pour les vacances d'été. Parmi les réformes exigées par le FMI figurent l'adoption d'un budget pour l'année 2024, un amendement à la loi sur le secret bancaire ou une restructuration du secteur bancaire ainsi qu'une loi sur le contrôle des capitaux.

SOMMET DU G77+CHINE À LA HAVANE

Appel à mettre fin au blocus américain contre Cuba

Les dirigeants africains, latino-américains et asiatiques, participant au sommet des 77 pays en développement (G77) et de la Chine, ouvert vendredi à La Havane, ont appelé d'une seule voix à mettre fin immédiatement au blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par le gouvernement des Etats-Unis depuis plus de 62 ans, a rapporté samedi l'agence de presse Prensa Latina. "Etant à La Havane, qui nous a accueillis avec hospitalité, nous avons la sublime opportunité de défendre d'une seule voix la nécessité de mettre fin immédiatement au blocus économique (imposé par les Etats-Unis à Cuba), car il est injuste et inhumain", a déclaré le président angolais, Jojo Lourenço. Cette politique coercitive, a-t-il assuré, "est contraire aux principes du commerce et de



la coopération internationale, ainsi qu'au droit inaliénable des peuples à l'autodétermination". Pour sa part, le président de la Mongolie, Khurelsukh Ukhnaa, a également déclaré que "le G77+la Chine doivent plaider pour la levée du blocus et ainsi promouvoir le développement et la prospérité de l'île". En référence aux mesures unilatérales imposées par Wash-

ington, le dirigeant du Nicaragua, Daniel Ortega, a déclaré que son pays, comme le Venezuela et Cuba, "résiste avec le stoïcisme et la créativité de son peuple aux attaques du pouvoir impérial". De son côté, le président argentin, Alberto Fernández, a également évoqué précisément l'exemple de résistance donné par l'île des Caraïbes, qui a reconnu le développe-

ment scientifique et technologique réalisé par les Cubains malgré la persistance du blocus américain. La ministre des Affaires étrangères du Mexique, Alicia Bercena, a fait de même en dénonçant très fermement le siège unilatéral et en exigeant que Washington retire Cuba de sa liste unilatérale de pays présumés parrainant le terrorisme.

GRÈCE

Moody's améliore la note de la dette souveraine

L'agence d'évaluation financière Moody's a relevé de deux crans la note de la dette souveraine à long terme de la Grèce, de Ba3 à Ba1, dernier échelon avant la sortie de la catégorie dite spéculative. Les finances publiques, les institutions et le système bancaire de la Grèce

"vivent un profond changement, qui va permettre une amélioration conséquente des paramètres" pris en compte pour définir la note et donc "leur résistance à de futurs chocs potentiels", a indiqué l'agence dans un communiqué.

Moody's a assorti la note d'une perspective stable, soulignant que la Grèce fait encore face à des "défis structurels", notamment le faible niveau de l'investissement, une dette publique encore importante ou le vieillissement de sa population.

CONCOURS DE PROGRAMMATION POUR ÉTUDIANTS UNIVERSITAIRES

Coup d'envoi de la 5^e édition à Khenchela

Pas moins de 150 étudiants représentant 20 universités du pays participent à la 5^{ème} édition du concours de programmation pour étudiants universitaires dont le coup d'envoi a été donné samedi à l'université Abbas-Laghrou de Khenchela. Le Pr. Abdelouahed Chala, recteur de l'université hôte, a officiellement lancé ce concours organisé dans le grand auditorium sous le slogan "réfléchis, crée, analyse" et mis sur pied par le comité régional, en Algérie, de l'Académie arabe des sciences et de la technologie de la Ligue des Etats arabes. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le Pr. Chala a fait part de son espoir de voir le plus grand nombre possible d'équipes participantes se qualifier pour les compétitions arabo-africaine et internationale devant être

organisées en Egypte en octobre et novembre prochains. Il a ajouté que ce concours permettra aux étudiants participants de développer leurs propres compétences en utilisant des méthodes de solution méthodologique et des algorithmes informatiques pour résoudre des problèmes industriels en élaborant des programmes pour arriver à la meilleure solution, le plus rapidement possible, et en utilisant le moins d'espace possible de mémoire informatique. Pour sa part, Imane Rahmani, représentante du comité régional de l'Académie arabe des sciences et technologies, a indiqué que 50 équipes totalisant 150 étudiants et 50 enseignants représentant des universités et des écoles supérieures de 20 wilayas du pays se disputeront le "sésame" pour une participation à la compéti-

tion arabo-africaine. Elle a également rappelé aux représentants des équipes participantes les règles du concours, notamment l'interdiction d'utiliser tout moyen électronique ou ressource papier, notant que des professeurs et des experts spécialisés affiliés à l'Académie arabe des sciences et de la technologie présideront le jury du concours qui annoncera dimanche, l'identité des lauréats des premières places de cette activité scientifique. La première journée de cet événement scientifique a donné lieu à une virée des étudiants participants dans différents lieux touristiques de la wilaya de Khenchela, avant l'organisation, à la bibliothèque centrale de l'université Abbas-Laghrou, d'un concours expérimental, de mise en condition.